

Expédition coloniale antisoviétique

Mitterrand hors du Liban!

26 novembre -- Dans la bouche du chef de l'impérialisme français, la guerre c'est la paix et la paix c'est la guerre. Le raid des chasseurs-bombardiers sur Baalbek, un vain exercice de la loi du talion qui ne déclenchera qu'un cycle infernal de terrorisme et de contre-terrorisme, devient une "défense de la paix". Les 58 soldats français tués à Beyrouth, érigés en martyrs par l'impérialisme français et que le raid est censé venger, sont, bien sûr, "les soldats de la paix". Mais ces soldats, qui concurrencent les Marines dans la tâche d'appuyer l'Etat cléricafasciste maronite, ont désarmé les Palestiniens en 1982, ouvrant la voie aux massacres de Chatila et Sabra!

En réalité, Mitterrand voulait donner un avertissement à la Syrie. Le régime d'Assad sabote les projets de l'impérialisme français pour construire un nouveau consensus autour de Gemayel et cherche à descendre Arafat, l'homme lige des impérialistes, que Mitterrand essaie aujourd'hui de sauver à tout prix.

Les conflits enchevêtrés du Proche-Orient pourraient rapidement exploser en guerre nucléaire mondiale. Après la provocation du KAL 007 -- l'envoi d'un avion civil pour survoler les installations militaires les plus sensibles de l'URSS --, c'était l'invasion américaine de la Grenade, "escalade horizontale" dans la guerre que Reagan mène partout dans le monde contre "l'empire du mal". Mais c'est "l'empire du mal" de Wall Street et le Pentagone qui multiplient les provocations militaires contre l'Union soviétique.

Une énorme flotte de guerre est déployée par les Etats-Unis le long de la côte libanaise, ses canons braqués sur la Syrie. Mais les porte-avions et une force d'intervention attendent le feu vert pour un assaut contre les Iraniens dans le golfe Persique. Et pendant qu'une invasion du Nicaragua se dessine, dans l'océan Atlantique, à 500 milles de la côte américaine, un destroyer US a touché et endommagé un sous-marin nucléaire soviétique (un événement plus ou moins censuré dans la presse française).

Comme à la Grenade et partout ailleurs, l'administration Reagan voit le Liban à travers le prisme déformant de sa guerre planétaire contre le communisme. (Et si le machiavélisme impérialiste de Reagan va parfois à l'encontre des intérêts français, comme au Tchad, Mitterrand est quand même d'accord sur le fond; témoin, le délire dans la presse française qui, après l'explosion du



"Drakar" à Beyrouth, a essayé d'en rendre les Russes responsables.) Mais, quand les Américains prétendent que les miliciens druzes de Walid Joumbatt, les chiïtes ou les sunnites sont des "agents" de Moscou, c'est absurde. S'ils étaient en Afghanistan, au lieu de tirer sur les Yankees, ils feraient des abat-jour avec la peau des soldats soviétiques. Joumbatt, qu'on présente comme "à gauche" (il est vice-président de la Deuxième Internationale), se tourne du côté de l'impérialisme français, l'ancien maître colonial du Liban,

pour trouver un protecteur, et s'oppose au retrait des paras français.

Les Russes veulent noyer les Syriens sous un flot de matériel militaire? Mais, Moscou ne peut pas plus contrôler le Proche-Orient à travers la Syrie que Washington à travers Israël. Et ce sont les Français qui, contrairement à l'opposition bourgeoise américaine à Reagan, veulent rester pour longtemps au Liban; ils se rappellent bien comment Sadate a enterré l'alliance de l'Egypte avec les Soviétiques il y a une dizaine d'années. Et malgré ses diatribes

contre la paix avec Israël, la Syrie baasiste n'a pas montré beaucoup d'empressément à attaquer les sionistes. Si la direction actuelle de l'OLP, derrière Arafat, se retrouvait hors-jeu, Reagan pourrait même jouer la carte syrienne.

MITTERRAND, ASPIRANT BONAPARTE DE LA GUERRE FROIDE

Le raid sur Baalbek était aussi un avertissement à l'Union soviétique. Suite page 14

**Californie:
Echec aux
machinations
racistes... 6**

**Les nazis
dans la
guerre
froide ... 8**

**Papon,
criminel
de guerre
français... 9**

**Il faut
libérer
Kuron
et Cie... 2**

Les contre-révolutionnaires du KOR doivent maintenant être libérés

Quand Lech Walesa, le patron de Solidarnosc, reçut début novembre le prix Nobel de la "paix", les machines à propagande antisoviétique tournèrent à fond. C'est un triomphe pour le "mouvement syndical libre" en Pologne, proclamait Ronald Reagan, qui a montré son attachement au mouvement ouvrier "libre" en cherchant à détruire le syndicat américain des aiguilleurs du ciel, le PATCO. Il est certainement approprié que le chef de ce "syndicat"-maison du Vatican et des banquiers de Wall Street reçoive un prix de la "paix" fondé par l'inventeur suédois de la dynamite. Parmi les précédents lauréats, on trouve "Monsieur Gros Bâton", Teddy Roosevelt, le criminel de guerre impérialiste Henry Kissinger et le terroriste sioniste Menahem Begin. Le "syndicat" Solidarnosc de Walesa -- qui a demandé la soumission de l'économie polonaise aux diktats affameurs du cartel de banquiers du FMI -- est au syndicalisme ce que ces va-t'en-guerre sont à la paix.

A l'automne 81, la Pologne était au bord de la guerre civile. Trois décennies et demie de régime bureaucratique stalinien -- marquées par

une gestion économique catastrophique et une politique conciliatrice envers les forces réactionnaires rassemblées autour de l'Eglise catholique -- avaient créé, dans et autour de Solidarnosc, un mouvement de masse clérical-nationaliste et antisoviétique. Quand ce "syndicat libre" [lire: anti-communiste] polonais s'est consolidé, lors de son premier congrès national en septembre 1981, autour d'un programme explicite de démantèlement de l'économie planifiée et en faveur de l'"autogestion" et d'"élections libres", la tendance spartaciste internationale a avancé le mot d'ordre "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc!"

LA CONTRE-REVOLUTION DE SOLIDARNOSC EN ECHEC

Heureusement pour le prolétariat international, le régime assiégé de Jaruzelski a mis en échec la tentative de coup d'Etat de Solidarnosc en décembre 81, ce qui apparaissait être le dernier moment possible pour l'arrêter, et ce, en s'appuyant sur le pouvoir d'Etat. Si Walesa et ses collègues avaient pris le pouvoir, cela aurait voulu dire que l'impé-



J. Kuron, dirigeant du KOR agent du Vatican et de l'impérialisme.

rialisme de l'OTAN se retrouvait aux frontières mêmes de l'Union soviétique, que l'Allemagne de l'Est se retrouvait isolée et que tout était en place pour une troisième guerre mondiale nucléaire.

En même temps, nous reconnaissons que ce sont les staliniens qui

ont poussé des secteurs décisifs de la classe ouvrière polonaise, une classe ouvrière historiquement socialiste, dans les bras du Vatican, du Fonds monétaire international et de la Maison Blanche de Reagan. La prolongation indéfinie de la loi martiale, avec comme corollaire le danger d'un bonapartisme militaire, pouvait seulement retarder l'échéance du règlement des comptes, tout en donnant aux dirigeants emprisonnés de Solidarnosc l'auréole du martyr. Ainsi, immédiatement après le contre-coup d'Etat du général Jaruzelski, nous déclarions: "Le danger immédiat de contre-révolution passé, ces mesures prises dans le cadre de la loi martiale doivent être levées, et les dirigeants de Solidarnosc libérés. Une avant-garde trotskyste chercherait à les vaincre politiquement en mobilisant la classe ouvrière polonaise pour ses véritables intérêts" (le Bolchévik n°30, décembre 1981).

La loi martiale a été formellement suspendue en juillet dernier. Mais, tandis que les impérialistes cherchent à ranimer les ardeurs défailantes en donnant le prix Nobel à Walesa, le régime Jaruzelski a

Suite page 10

Transfuges du PCF dans l'impasse

En attendant Andropov...

"L'actualité de la révolution d'Octobre", c'était le thème d'une réunion appelée, le 5 novembre à Paris, par le "comité pour la reconstruction du parti communiste", à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution de 1917.

Cette réunion, qui attira une quarantaine de personnes, était censée pour ses organisateurs, transfuges du PCF, poser la question de reconstruire un nouveau parti communiste, et attirer ainsi les militants du PCF déçus par la politique de leur parti et qui veulent cependant continuer à défendre l'URSS.

La politique honteuse de collaboration de classe que mène le PCF, sa plate capitulation devant la campagne de guerre froide menée par les sociaux-démocrates, peuvent en effet pousser un certain nombre de militants honnêtes du PCF à rompre aujourd'hui avec leur parti. Mais, comme l'a dit dans une intervention une camarade de la LTF présente à cette réunion, ceux qui cherchent une alternative à l'extérieur du PCF, mais qui refusent la dérive eurocommunisme, ne peuvent éviter la question du trotskysme. Or, c'est bien ce que les organisateurs de cette réunion ont essayé de faire tout au long du débat. Le rapport sur le meeting dans la BARRICADE du 13e a même le culot de dire que le débat, "malgré la présence de plusieurs membres de la Ligue trotskyste de France", a démontré "une volonté manifeste d'engager dans les meilleurs délais le processus d'unification des communistes". A vrai dire, nous n'avons pas remarqué une volonté quelconque de la part de nos "reconstructeurs".

Dans cette atmosphère de guerre froide où l'antisoviétisme est au goût du jour, il était peut-être "réconfortant" d'entendre les différents intervenants insister sur la nécessité de défendre l'URSS. Mais, quand il s'est agi de passer à la concrétisation de ce que signifiait ce mot d'ordre de défense dans les derniers événements qui tout récemment posaient cette question, Pologne, Afghanistan, KAL 007, Amérique centrale, les quelques participants qui auraient attendu des organisateurs

du meeting une perspective claire ont dû remballer leurs espoirs.

Question centrale, et ô combien vivante, mais qui s'est révélée au fil des rapports vidée de toute sa chair et de tout son sang pour n'apparaître que comme une coquille vide avec comme seul contenu: "Vive les grands dirigeants du Kremlin!"

Une camarade de la LTF prit la parole pour expliquer ce que la défense de l'URSS signifiait: Salut à l'Armée rouge en Afghanistan; une opposition ferme à la direction clérical-nationaliste de Solidarnosc et aux Pershing; mais aussi une opposition à la politique de "détente" des bureaucraties du Kremlin qui met réellement en danger l'URSS; cette politique permet aussi par exemple aujourd'hui de justifier la trahison de la lutte des paysans et ouvriers salvadoriens et nicaraguayens, qui ont besoin d'armes soviétiques pour vaincre l'impérialisme, et qui sont sacrifiés au nom de cette illusoire politique de statu quo avec l'impérialisme menée par les dirigeants soviétiques. Seuls les militants trotskystes de la LTF ont clairement posé en termes de programme concret pour agir sur la réalité les questions centrales qui se posent aux révolutionnaires: Défense militaire inconditionnelle de l'URSS liée à un programme pour la révolution politique dans les Etats ouvriers déformés et dégénérés. Comment combattre contre les fronts populaires, alliances de partis ouvriers avec la bourgeoisie, et pour la lutte indépendante du prolétariat pour ses propres intérêts.

Mais, face à ces arguments, les seules réponses données par ceux qui se donnent soi-disant comme perspective de reconstruire une avant-garde pour la classe ouvrière allèrent des misérables accusations usées jusqu'à la corde et tirées des poubelles de l'histoire (de toute façon, n'est-ce pas, le socialisme avait été construit en URSS contre les trotskystes) jusqu'aux justifications les plus plates de toutes les trahisons des révolutions par la bureaucratie du Kremlin et qui se concrétisent aujourd'hui au Nicaragua. Les militants présents ont pu ainsi entendre de la bouche

d'un des organisateurs que la révolution sandiniste avait plus besoin d'armement idéologique que d'armement militaire (sic) et que, après tout, ce n'était pas le boulot de l'URSS d'aider tous ceux qui luttent contre l'impérialisme. Un représentant des progressistes de Turquie en France essaya de justifier cette politique par le vieil adage "Aide-toi, le ciel t'aidera". Belle leçon d'internationalisme prolétarien!

Quant aux perspectives de reconstruction d'un parti d'avant-garde, le débat est resté encore plus flou, et pour cause. En effet, pour des léninistes, qui dit parti dit programme, et qui dit programme dit clarification politique. Or, en fait de clarification politique, on a entendu ceux qui prétendent vouloir reconstruire le PCF -- définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois -- dire, pour maintenir leur bloc avec les représentants du "Manifeste des vétérans", qu'ils n'avaient que des "divergences d'appréciation" avec Vermeersch au sujet de la participation du PCF au gouvernement Mitterrand. Vermeersch, qui rêve de la "bonne époque" du PCF de Thorez, qui inaugurerait alors la politique stalinienne des fronts populaires que les ouvriers français et espagnols ont payée de leur sang dans les années 30.

Un jeune militant du PCF, de province, posa la question de savoir pourquoi les courants anti-opportunistes n'ont pas plus d'apparitions publiques ni de publications plus fréquentes. (En six mois, ils n'ont planifié qu'un seul bulletin de liaison et une réunion pour préparer ce bulletin.) La réponse est simple: agir, pour quoi faire?

Vouloir construire le parti d'avant-garde pour conduire le combat victorieux de la classe ouvrière contre la bourgeoisie signifie vouloir intersecter la réalité pour la changer, armé d'un programme révolutionnaire, qui n'est pas un morceau de papier, mais un ensemble de mots d'ordre vivants qui visent à gagner dans l'action les ouvriers à la prise du pouvoir. Or, comment attendre une telle perspective de ceux qui expli-

quent, en réponse à une intervention d'une militante de la LTF qui posait la nécessité aujourd'hui d'une grève générale de l'automobile pour arrêter les attaques contre la classe ouvrière et pour balayer la campagne raciste, que, pour leur part, ils n'appelleraient pas à une telle grève parce qu'ils n'ont pas de conseils à donner aux ouvriers qui sont assez grands pour décider eux-mêmes de leurs luttes!

Camarades, vous luttez soi-disant contre l'opportunisme dans le PCF, mais vos armes ressemblent fort à celles de ceux que vous combattez! Vouloir éviter les questions programmatiques aujourd'hui en prétendant qu'il existe déjà un tel programme (on aurait bien voulu savoir lequel!), que vous êtes trop petits pour en élaborer un et que vous vous contentez d'une plate-forme, n'a rien de léniniste; ça sert plutôt à cacher des blocs pourris.

La clarté politique ne sert que si l'on veut vraiment agir, et non pas construire des cercles stériles qui se dessècheront sur pied à l'ombre du grand frère stalinien.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforgier la Quatrième Internationale.
COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Josiane Alder (réalisation), Jean Thibault, Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann.
DIFFUSION: Jean-Luc Guillemin
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Pour toute correspondance:
• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)
• Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Les staliniens bradent la Pap' Chap'

Les patriotes de la papeterie...

15 novembre -- La lutte dirigée par la CGT à la papeterie de La Chapelle-Darblay dans la banlieue rouennaise est l'exemple amer de la façon dont le PCF dirige les ouvriers sur un programme réformiste trahissant leurs intérêts, puis fanfaronne et déclare que la défaite qui s'en est suivie est en fait une victoire! Tout a été chamboulé dans cette "grève". Les "grévistes" menacés de milliers de licenciements et d'une quasi-totale fermeture des usines de Saint-Etienne-du-Rouvray et de Grand-Couronne restaient à l'intérieur de l'usine de Saint-Etienne et continuaient la production au compte des patrons; les jaunes, eux, étaient à l'extérieur cherchant à arrêter la production!

Il est crucial de tirer les leçons de la Pap' Chap'. Des milliers de militants à travers le pays déchirent aujourd'hui leur carte syndicale, écoeurés par les trahisons; mais le dégoût devant la collaboration de la CGT et du PCF avec le gouvernement n'est pas suffisant. Ces militants doivent trouver le programme et la stratégie pour une lutte victorieuse contre l'austérité capitaliste.

Après des semaines d'attente tendue, le nouveau plan Parenco (la société hollandaise qui cherche à acheter la société en faillite) surgit des coulisses ministérielles pour secourir les bureaucrates réformistes. Mais pas les travailleurs de La Chapelle! En dépit d'une subvention gouvernementale de 1,7 milliards, qui permettra (dit-on) de maintenir les deux usines, le prix est lourd. Un millier d'emplois -- la moitié de la force de travail -- seront supprimés.

Ce n'est pas simplement un coup dur pour les ouvriers de La Chapelle-Darblay. Dans un tract distribué à Rouen (6 octobre), la Ligue trotskyste expliquait les véritables enjeux: "[...] au nom de la 'rationalisation' du capitalisme français, le gouvernement est en train de transformer cette région en désert industriel. [...] la clé est à Renault-Cléon, bastion du pouvoir ouvrier dans la région. Les menaces de 10 à 15 000 licenciements dans l'automobile sont une attaque énorme qui pose la nécessité -- largement ressentie -- d'une grève générale de l'automobile contre les licenciements. Une grève à Cléon pourrait être le détonateur d'une lutte qui regroupe tous les secteurs frappés de plein fouet par les licenciements. [Voir Le Bolchévik n°42 pour une description du travail de nos camarades de Cléon

autour de cette perspective.] [...]. Face à des attaques contre toute la région, le PCF centre sa politique sur Chapelle-Darblay qui est censée être un 'test' de la possibilité de stopper les licenciements. C'est un scénario qui est tristement familier: les staliniens montent en épingle une entreprise 'test' -- Manufrance, Big Chief, etc. -- pour prouver que des pressions sur le gouvernement peuvent empêcher les licenciements, acceptant sans lutte la destruction de régions et de secteurs entiers. Et le plus souvent, les ouvriers de l'entreprise 'test' subissent les mêmes attaques par la suite. A La Chapelle il faut une véritable occupation, soutenue par une mobilisation de toute la région!"

Quand la presse bourgeoise débordait d'articles pour expliquer que, de toute façon, la lutte était sans espoir à cause de la soi-disant désuétude totale de l'usine, nous avons dit: "En l'absence d'une lutte pour les emplois de toute la région", les ouvriers de La Chapelle devaient, s'il n'y avait plus rien d'autre à faire, "saisir les machines et vendre celles qui ont encore de la valeur". Cependant, le PCF et la CGT ont sauté sur la dernière offre de Parenco comme "une issue positive".

LE BUT DE PARENCO: BRISER LA CGT

Au moment où le "plan Parenco-bis" avec ses belles promesses d'amnistie pour les grévistes et les délégués est annoncé, les militants de la CGT sont toujours exclus de leur local à Grand-Couronne! Dès le début, Parenco a mené une lutte acharnée contre l'existence même du syndicat du Livre à La Chapelle.

Dans la presse, l'imprimerie et les industries annexes, une concurrence féroce fait rage depuis longtemps. La rationalisation a décimé les entreprises et le besoin de réduire les coûts au strict minimum a amené les capitalistes à attaquer frontalement les syndicats. Qu'on se souvienne de la défaite de la grève du Parisien libéré en 1975 en défense du monopole de l'embauche syndicale. Aujourd'hui, les nouvelles imprimeries comme Avenir graphique et Jean Didier s'implantent loin en banlieue parisienne dans une tentative d'échapper au syndicat.

Et ça vaut pour l'industrie du papier, et surtout du papier journal. Le Monde (20 septembre) a mis les points sur les i: "Enfin, pourquoi ne pas le dire, le poids de la centrale

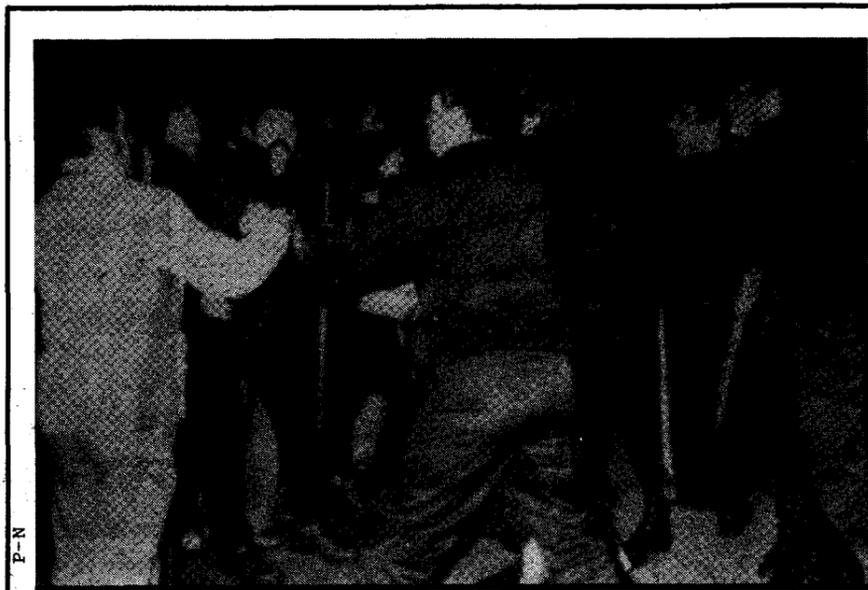
syndicale majoritaire dans ce secteur de production fait peur, précisément parce que le papier journal est nécessaire pour la liberté d'expression. En d'autres termes, on ne souhaite pas, à tort ou à raison, une indépendance qui serait contrôlée par la seule CGT [...].

"En fait, le groupe Beghin-Say n'a pas voulu s'engager dans l'aventure Chapelle-Darblay pour des raisons financières, et par crainte aussi de la CGT."

Le 17 octobre, l'usine de Grand-Couronne a été prise d'assaut par des commandos de centaines de briseurs de grève professionnels. Ces gangsters n'ont pas simplement matraqué les grévistes. Ils leur ont passé les menottes et les ont livrés aux flics, enchaînés les uns aux autres,

essentiellement elle voulait étouffer la grève, qu'elle dénonçait comme "gauchiste". Il ne fallait surtout pas embarrasser le camarade Fiterman!

Comme toujours quand le gouvernement de "gauche" s'attaque aux travailleurs, c'est aussi les réactionnaires qui en tirent les bénéfices. La CGC a sauté sur l'occasion pour organiser une manifestation antisyndicale et anticommuniste le 24 octobre, tout en soulignant son accord avec le gouvernement sur le premier plan Parenco. Encadrée par un service d'ordre musclé, où l'on trouvait bien sûr la pègre fasciste, cette manifestation était une orgie d'anticommunisme avec des mots d'ordre tels que "Non à la soviétisation", "CGT à Moscou" et "Libérez Walesa, on vous donne Krasucki".



S'accrocher à Mitterrand, un suicide!

"Nous n'agissons pas contre le gouvernement ou tel ou tel de ses ministres" -- Roland Leroy aux travailleurs de la Chapelle-Darblay, 26 août (L'Humanité, 27 août)

"Hier à Grand-Couronne [...] Une heure plus tard, des renforts de C.R.S., de gardes mobiles, prenaient place dans l'entreprise. Jamais, même sous le temps de Giscard, nous n'avons vu un tel déploiement de forces" -- tract de la CGT, Renault-Cléon, 21 octobre

après avoir saccagé les locaux de la CGT. Scandaleusement, cette canaille patronale n'a trouvé devant elle qu'un piquet de grève modeste.

CRS HORS DE ROUEN!

Immédiatement après l'entrée du commando dans l'usine de Grand-Couronne, les flics sont arrivés pour le couvrir. Dans les jours qui suivirent, ce furent ces flics renforcés par les CRS et gardes mobiles qui protégèrent les jaunes. Ce furent les flics qui barrèrent aux militants l'accès aux locaux de la CGT.

La concentration imposante de CRS sur Rouen a appelé des protestations de plusieurs syndicats. Ces CRS ont été cantonnés dans les internats; la FEN a vivement protesté. Mais jamais les syndicats n'ont songé à organiser même une manifestation contre cette invasion menaçante, et surtout pas une grève générale de protestation! Seule la Ligue trotskyste a pris l'initiative de faire un piquet de protestation le 18 octobre.

Et jamais la CGT ou les autres syndicats n'ont fait le lien entre La Chapelle et la grève des cheminots de Sotteville-lès-Rouen. Le 30 septembre, les CRS sont intervenus contre les piquets de grève, le jour d'après ils ont évacué le dépôt de Sotteville. La CGT avait appelé à un débrayage de protestation bidon;

Cette manifestation de 700 cadres et contremaîtres aurait dû et aurait pu être dispersée par une contre-mobilisation de milliers de travailleurs. Mais les réformistes font appel à la "légalité républicaine" contre les immenses dangers représentés par les commandos patronaux et par la quasi-occupation policière de Rouen par les CRS. Quelle blague! Les CRS sont précisément un corps de répression bonapartiste par excellence, des corps d'exception d'un "Etat fort". La police dans un régime démocratique bourgeois existe pour les tâches de "routine" de sauvegarde de la propriété capitaliste; les CRS sont une expression pure d'un Etat bourgeois qui se débarrasse de la "légalité républicaine" pour mater les ouvriers.

Le pourrissement du front populaire mitterrandiste amènera de plus en plus d'interventions musclées contre les ouvriers en lutte; le prolétariat doit lutter pour la dissolution de ces corps d'exception dans le cadre d'une lutte contre le retour en force d'un "Etat fort" bonapartiste comme sous de Gaulle. Par contre, la réponse du PCF et de la CGT a été de prendre le préfet (nommé sous Giscard) comme bouc émissaire, faisant croire que l'envoi de télégrammes à la vieille crapule Defferre peut obtenir le retrait des flics. Encore une fois, la question de rompre avec le front

suite page 12



24 octobre -- A l'appel de la CGC et sous la protection de nervis fascistes, la racaille anticommuniste défile dans les rues de Rouen.

Mandel: l'euro-pacifisme au service de la guerre froide!

"Ainsi, le fait que l'Union soviétique ait fabriqué et accumulé des armes nucléaires a sauvé jusqu'à maintenant l'humanité d'un holocauste nucléaire. Sans cet équilibre de la terreur, il est pratiquement certain que l'impérialisme aurait déjà utilisé les armes nucléaires contre les 'volontaires chinois' pendant la guerre de Corée, contre les révolutions indochinoises pendant la deuxième guerre d'Indochine et, en fait, contre d'autres révolutions. Bien sûr, la dictature de la bureaucratie est dans une large mesure responsable de la survie de l'impérialisme mondial, et ainsi, indirectement, de la présence de la menace nucléaire. Mais l'existence de l'Etat ouvrier soviétique, en tant qu'Etat d'une nature sociale différente de celle des Etats impérialistes, un Etat qui n'est pas précipité vers l'holocauste nucléaire par sa propre logique meurtrière, cette existence révèle à nouveau sa signification contradictoire dans le monde d'aujourd'hui."

Ces arguments convaincants en faveur de la position trotskyste de défense militaire de l'Union soviétique ne sont pas tirés d'une publication de la tendance spartaciste internationale. Ce texte, que beaucoup de militants de la LCR rejetteraient instinctivement comme "crypto-stalinien", a été publié dans le numéro de septembre-octobre de *New Left Review*, et son auteur n'est autre qu'Ernest Mandel!

Mais attention, ces belles paroles, dernier souffle de "trotskysme" de Mandel, ne sont qu'un discours "socialiste" du dimanche. Aujourd'hui, les Pershing, qui peuvent atteindre Moscou en huit minutes, s'installent en Europe; il n'est plus possible de prétendre que le monstrueux arsenal nucléaire des impérialistes est dirigé contre la "révolution coloniale". Mais, bien loin en fait de rallier la lutte trotskyste pour la défense de l'URSS, le Secrétariat unifié s'est empressé de trouver dans le "mouvement pour la paix", à l'Ouest et à l'Est, "un troisième camp" censé lutter à la fois contre les bureaucrates russes et (soi-disant) contre l'impérialisme.

Que ce "troisième camp" soit en vérité antisoviétique est bien démontré par l'article de Christian Picquet dans *Rouge* (et repris en anglais dans *International Viewpoint*) sur le boeing sud-coréen. Face à une provocation impérialiste tout à fait flagrante, Picquet lance une attaque particulièrement dégueulasse contre l'URSS, accusée d'avoir fait "une action injustifiable" qui "donna même aide et aisance aux impérialistes" dans leur campagne belliciste (cf. "Vol 007: les mandéliens vers le 'troisième camp'", le *Bolchévik* n°42, octobre).

Mais l'article crapuleux de Picquet ne fait qu'appliquer la ligne véritable donnée par Mandel dans son article: "Tout ce qui aide la mobilisation la plus large et la plus unifiée pour le désarmement unilatéral en Europe impérialiste est un coup mille fois plus efficace à la défense de l'URSS et les Etats ouvriers que quelques missiles de plus, ou quelques conflits de discipline de moins dans l'armée de tel ou tel Etat ouvrier."

Ainsi, l'URSS devrait désarmer devant les revanchards impérialistes contre la promesse que la bourgeoisie sera désarmée, non par la révolution prolétarienne, mais par un mouvement "europacifiste", basé sur le nationalisme bourgeois et dirigé en grande partie par la social-démocratie!

C'est absurde, et Mandel le sait bien. Evidemment, Mandel rejette dans les faits la défense de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Sa couverture "théorique", c'est l'assimilation de la défense de cet Etat ouvrier

et des acquis sociaux qu'il représente avec la politique contre-révolutionnaire de "détente" de la bureaucratie parasitaire. Ainsi, Mandel et ses acolytes nient la double nature de cette bureaucratie -- le fait qu'elle repose sur la propriété collectivisée tout en la minant avec sa politique de "détente". Les mandéliens peuvent très bien reprendre le mot d'ordre de ceux qui pensent que l'URSS est capitaliste: "Ni Washington, ni Moscou"! Au niveau programmatique, la différence entre Mandel et un vulgaire "capitaliste d'Etat" est mince.

Contre les illuminés d'un pacifisme primaire, les mandéliens se battent



La LCR -- ici, le 22 octobre -- soutient les seuls "pacifistes" qui plaisent à Mitterrand: ceux qui réclament le désarmement du bloc soviétique.

pour une stratégie de pression sur la social-démocratie. Le dilemme des mandéliens français, c'est que le PS est au pouvoir -- et mène la campagne pour l'installation des Pershing! Ils n'ont pas la même marge de manoeuvre que leurs camarades britanniques ou allemands qui peuvent s'accrocher au verbiage unilatéraliste des sociaux-démocrates dans l'opposition (et qui n'ont pas "leur" force de frappe!)

Face aux attaques anticommunistes de E.P. Thompson, le gourou du mouvement pacifiste britannique, le CND (et à la chasse aux sorcières contre les "gauchistes" à l'intérieur du CND), Mandel, traité de "trotskyste néanderthalien", est obligé d'expliquer que c'est l'impérialisme qui est responsable de la guerre, etc. Mais seulement pour reprendre le slogan de Thompson "Pour une Europe dénucléarisée de la Pologne au Portugal": un bloc impérialiste "démocratique" qui s'étendrait de la Tamise à la Vistule. Les mandéliens offrent aux sociaux-démocrates un programme pour la contre-révolution en Europe de l'Est, la suite de leur soutien enthousiaste aux cléricaux-nationalistes de Solidarnosc, en montant en épingle les mouvements pacifistes (encore une fois dominés par l'Eglise).

LE NATIONALISME DU "TROISIEME CAMP"

Aujourd'hui, des centaines de milliers d'Européens, et surtout d'Allemands, se mobilisent, à juste titre terrifiés par la décision de l'OTAN de faire de l'Europe (et tout particulièrement de l'Allemagne) le "théâtre" d'une "guerre nucléaire limitée". Ce sentiment, les sociaux-démocrates allemands et britanniques l'exploitent pour mobiliser, évidemment non contre la guerre antisoviétique en tant que telle, mais, dans un sens nationaliste, contre une

guerre telle que Reagan l'envisage, c'est-à-dire sacrifiant l'Europe. Et ils caressent le "rêve" nationaliste d'une guerre entre les deux "super-puissances" s'échangeant des bombes au-dessus de la tête des Européens... Tout aussi absurde qu'une guerre "se limitant" à l'Europe!

Face à ces puissantes mobilisations contre les Pershing, les Reagan et Mitterrand accusent les pacifistes d'être "munichois" et de "faire le jeu des Russes". "Les pacifistes sont à l'Ouest et les missiles sont à l'Est", gronde Mitterrand. Et c'est alors que Mandel et Krivine volent au secours des pacifistes pour leur donner un programme cohérent offrant

américanisme n'est qu'un moyen de blanchir son propre impérialisme. Et le nationalisme allemand renaissant, qui s'exprime en termes autant antisoviétiques qu'anti-américains, recouvre en effet à la fois les intérêts contradictoires de l'impérialisme allemand par rapport à ses concurrents (et au tout premier chef américain) et ses ambitions revanchardes de restaurer la propriété privée en Prusse et Saxe, tout comme dans le reste de l'Europe de l'Est. Mais, pour cela, les valets sociaux-démocrates de l'impérialisme allemand (qui n'a pas aujourd'hui les moyens de vaincre militairement l'URSS) préfèrent -- à la différence de Reagan -- miner économiquement le bloc soviétique et en favoriser la désintégration de l'intérieur, en encourageant les nationalistes des Etats ouvriers déformés. C'est ainsi qu'ils soutiennent bruyamment les "pacifistes" d'Allemagne de l'Est, tout comme ils ont aidé et financé les nationalistes de Solidarnosc.

Et derrière ces sociaux-démocrates se traînent misérablement les Mandel et autres renégats, donnant la cohérence et la justification d'un programme "de gauche" au nationalisme et à l'antisoviétisme allemand et à son appel à la contre-révolution à l'Est. Le soutien qu'ils ont apporté à Solidarnosc a représenté leur passage définitif dans le camp de la social-démocratie. Et aujourd'hui, le modèle qu'ils offrent aux "pacifistes" de l'Est c'est évidemment ces contre-révolutionnaires pro-capitalistes, qui, par ailleurs, tempêtent tout autant que Reagan et Mitterrand contre les pacifistes occidentaux "manipulés par Moscou". Mandel et Krivine ont généralisé leur soutien aux nationalistes polonais contre la bureaucratie stalinienne en une conception de soi-disant "révolution politique" sous la bannière du nationalisme -- le véhicule pour la restauration capitaliste à l'Est. Y compris allant, comme leurs camarades australiens du SWP, jusqu'à soutenir le HDP, mouvement nationaliste croate pro-Oustachis en lutte contre la bureaucratie yougoslave et qui vénère l'"Etat indépendant de Croatie", Etat satellite des nazis de 1941 à 1945 et qui fut dirigé par Ante Pavéitch, un fasciste coupable d'un génocide particulièrement atroce en Yougoslavie!

Les internationalistes prolétariens ne doivent évidemment pas ignorer la crainte légitime des masses allemandes d'un holocauste et leurs sentiments nationaux. Mais la question est de les mobiliser, contre le nationalisme et l'antisoviétisme revanchard, sur un programme communiste. Comme le font nos camarades allemands de la TLD qui appellent à la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, par la révolution socialiste à l'Ouest renversant le capitalisme et la révolution politique ouvrière à l'Est balayant la bureaucratie usurpatrice et conservatrice, mettant en avant la préservation et l'extension des acquis sociaux du prolétariat. La réunification révolutionnaire de l'Allemagne n'est pas seulement une perspective pour les ouvriers allemands. Un Etat ouvrier allemand réunifié, établissant le pouvoir des soviets dans la puissance industrielle de l'Europe, serait une étincelle pour un soulèvement ouvrier révolutionnaire dans tout le continent européen; et il sera clé pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

LE "TROISIEME CAMP" CONTRE LA DEFENSE DE L'URSS

Ce n'est pas un hasard de voir Krivine et Mandel puiser dans les arguments capitulaires des renégats

Shachtman et Burnham, contre lesquels Trotsky a mené bataille au début de la Deuxième Guerre mondiale. Comme les shachtmanistes à l'époque, ils jurent leurs grands dieux qu'ils restent en faveur de la défense de l'URSS, mais qu'ils n'y appelleront qu'au moment où elle sera victime d'une agression concrète de la part des impérialistes et qu'aujourd'hui le déploiement de tout l'arsenal de mort impérialiste "ne signifie pas que Ronald Reagan ait pris la décision de préparer minutieusement une guerre nucléaire prochaine [...]" (Inprecor n°152, 6 juin). Trotsky caractérisait ça simplement de "gros-sière astuce", ajoutant qu'"il est en général difficile de définir sa politique un chronomètre à la main, surtout dans les conditions de la guerre" (Défense du marxisme). Il risque effectivement d'être un peu tard pour mobiliser le prolétariat en défense de l'URSS d'attendre que les Pershing, qui seront à huit minutes de l'Union soviétique, aient réduit Moscou et Leningrad à des tas de décombres irradiés!

Mandel reprend aussi à Shachtman un argument aux accents "orthodoxes": nous ne pouvons pas soutenir la politique militaire de l'URSS parce que la bureaucratie a une politique conservatrice de statu quo avec l'impérialisme. Trotsky répond: "Dans sa politique, tant extérieure qu'intérieure, la bureaucratie défend avant tout ses propres intérêts de parasite. Dans cette mesure, nous menons contre elle une lutte à mort; mais, sous une forme très déformée, les intérêts de l'Etat ouvrier se réfractent en dernière instance à travers les intérêts de la bureaucratie. Nous défendons ces intérêts de l'Etat ouvrier par nos propres méthodes. C'est ainsi que nous ne luttons pas du tout contre le fait que la bureaucratie protège (à sa manière) la propriété d'Etat et le monopole du commerce extérieur." En plus, ajouta Trotsky, "dans une guerre entre l'URSS et le monde capitaliste, indépendamment des prétextes de

la guerre et des 'buts' de tel ou tel gouvernement, il s'agit précisément du sort de ces conquêtes historiques que nous défendons inconditionnellement, c'est-à-dire indépendamment de la politique réactionnaire de la bureaucratie. Par conséquent, la question se réduit en dernière -- et décisive -- instance à la nature de classe de l'URSS" (Ibid.) Et c'est précisément à l'abandon de l'analyse trotskyste de l'URSS que mène une politique de "troisième camp".

De plus on voit les apprentis shachtmanistes de la LCR expliquer que certes, "l'impérialisme [...]" est bien le principal responsable de la course aux armements", mais "le crime des bureaucrates c'est de lui emboîter le pas [...]. L'accumulation d'un stock nucléaire qui va bien au-delà des indispensables capacités de dissuasion face à l'impérialisme renforce même la propagande des cercles atlantistes" (Supplément à Rouge n°1083, 14 octobre). Reprendre le traditionnel argument stupide des pacifistes sur le "surarmement" est ici particulièrement crapuleux. Car il vise à propager l'argument anticommuniste qu'en s'armant l'URSS a une part de responsabilité dans la guerre qui se prépare, alors qu'elle ne fait que se défendre contre les agresseurs impérialistes, accumulant un stock nucléaire parce qu'elle a heureusement trouvé une parade à chaque nouveauté technologique que les impérialistes font en vue d'acquiescer une supériorité militaire.

Les mandéliens caractérisent la position du CODENE, soutenu par la CFDT, qui lie le retrait des Pershing à celui des SS-20, de pro-impérialiste. Très juste. Mais en insistant que le mouvement pour le "désarmement unilatéral" à l'Ouest ne sera pas crédible sans un mouvement semblable à l'Est, les mandéliens se rapprochent des sociaux-démocrates! Et la LCR veut jouer les entremetteurs sur la base de son programme de contre-révolution "pacifique" en Europe de l'Est, en



Le Bolchévik



Spartaco

Les banderoles spartacistes aux manifestations "pour la paix" du 22 octobre, à Paris et à Rome: "A bas la campagne de guerre froide antisoviétique! L'ennemi principal est dans notre propre pays!"

Mitterrand réprime dans l'armée

Levez les inculpations pour les trois de Landau!

Trois soldats du contingent, Laurent Fritz, Olivier Lecour-Grandmaison et Etienne Patoor, appartenant tous trois aux forces armées françaises stationnées en Allemagne de l'Ouest, risquent de six mois à plusieurs années de prison. Ils auraient été trouvés en possession de bulletins de comités de soldats et d'exemplaires d'un appel-pétition "dans le cadre de mobilisations pacifistes, en faveur du retrait de toutes les troupes étrangères dont les troupes françaises des deux parties de l'Allemagne" (Rouge n°1084, 21-27 octobre). Fritz et Lecour-Grandmaison viennent d'être mis en liberté provisoire. Patoor, arrêté en octobre sur ordre du gouvernement comme ses deux camarades, est à ce jour toujours détenu. Et tous trois restent inculpés devant le tribunal militaire de Landau d'"incitation de militaires à commettre des actes contraires à la discipline" et de "violation de consigne". La Ligue trotskyste soutient ces soldats contre la répression du gouvernement Mitterrand. Nous exigeons la libération immédiate de Etienne Patoor et la levée des inculpations qui pèsent sur les trois de Landau!

La campagne qu'a lancée la LCR à cette occasion en faveur du retrait de toutes les forces d'"occupation" des deux parties de l'Allemagne est une capitulation en bonne et due forme au nationalisme et à l'antisoviétisme du

mouvement "pour la paix" européen et principalement allemand (cf. article ci-contre). Mais, le "socialiste" de guerre froide Mitterrand n'est pas prêt de tolérer la moindre agitation au sein de l'armée bourgeoise -- pilier fondamental de l'Etat capitaliste et instrument de l'"ordre" impérialiste --, et encore moins quand cette agitation a lieu au sein de l'armée stationnée en Allemagne fédérale et qu'elle vise aussi au retrait des troupes impérialistes d'Allemagne de l'Ouest. L'Allemagne qui a été décrétée par l'OTAN champ de bataille d'une troisième guerre mondiale antisoviétique. Et Mitterrand, quelles que soient les contradictions interimpérialistes et même ses divergences tactiques avec Reagan, est partie prenante de ces préparatifs de guerre. C'est précisément dans le but de participer à une intervention militaire en Allemagne contre les forces du bloc soviétique qu'il est en train de réorganiser et rééquiper son armée de terre en Allemagne.

Le gouvernement de front populaire vient de rappeler brutalement à ses suivistes de la LCR qu'il est dévoué corps et âme à la défense de l'ordre bourgeois. Et c'est une leçon dont ils font eux-mêmes les frais. Selon Krivine, l'élection de Mitterrand, saluée en son temps comme "une première victoire pour les travailleurs", était censée ouvrir -- pour peu

qu'on pousse à gauche le gouvernement -- une voie royale au socialisme. Et il a fait sienne la vieille utopie réformiste de "démocratisation" de l'armée bourgeoise, multipliant les suppliques à Mitterrand pour qu'il épure l'armée de ses "officiers réactionnaires" et lançant une scandaleuse campagne pour les "6 mois comme promis" -- un reniement de la politique militaire léniniste concentrée dans le mot d'ordre "Pas un sou, pas un homme, pas une arme pour l'armée bourgeoise!" Et depuis le 10 mai 1981, se sont succédées conférences de presse, manifestations, pétitions, au grand jour, à visage découvert, d'appelés des comités de soldats. De telles initiatives irresponsables de confiance en Mitterrand n'ont fait qu'exposer les soldats à la présente répression gouvernementale. C'est une condamnation sans appel de la politique de pression de la LCR sur le front populaire au pouvoir. Cette politique opportuniste est en définitive un dangereux aventurisme pour la classe ouvrière; elle endort sa vigilance et la livre pieds et poings liés, aujourd'hui à un gouvernement prêt à se tourner contre sa propre base, demain à la réaction bonapartiste. La répression gouvernementale contre les trois de Landau rend plus que jamais concret l'avertissement que nous adressons à toute la classe ouvrière: s'accrocher à Mitterrand est un suicide! ■

oeuvrant pour l'unification du CODENE et du Mouvement de la paix dirigé par les stalinien.

Notre condamnation du stalinisme n'est pas qu'il ne désarme pas, mais que sa politique utopique de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme mine la défense militaire de l'URSS et met en danger les acquis ouvriers. C'est pourquoi nous sommes pour que la révolution prolétarienne balaye la bureaucratie stalinienne conservatrice et rétablisse le pouvoir des conseils ouvriers menant une politique d'internationalisme prolétarien.

LA "DYNAMIQUE" DU SOCIAL-CHAUVINISME

Dernier argument de Mandel: la "dynamique anticapitaliste" du mouvement pacifiste quand il fait un lien entre l'austérité et les dépenses militaires. Mais la rhétorique "Des emplois pas des bombes", c'est du réformisme de bas étage. Elle revient soit à prôner une illusoire "reconversion" du capitalisme soit à "dégraisser" la machine de guerre

Suite page 7

12 F
port
inclus

**Pourquoi
l'U.R.S.S.
n'est pas
capitaliste**

*Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste
internationale*

**Le Bolchévik
B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10**

400 manifestants à Oakland, Californie



Workers Vanguard



Workers Vanguard

Echec aux machinations racistes anti-ouvrières

Quand Ronald Reagan a été élu avec le soutien du Ku Klux Klan, les Noirs d'Amérique ont su qu'ils avaient un ennemi juré à la tête de l'Etat américain. Le programme électoral de Reagan promettait de financer son effort d'armement antisoviétique *principalement* sur le dos des Noirs, en faisant des coupes sombres dans les programmes sociaux dont ils sont particulièrement dépendants. Et la frénésie antisoviétique belliciste de Reagan au niveau international attise la terreur raciste aux Etats-Unis mêmes, comme le montre le développement du Klan et des nazis américains.

L'oppression raciste des Noirs est historiquement inhérente au capitalisme américain. Il faudra une révolution sociale pour libérer l'Amérique noire. Aujourd'hui, cependant, les Noirs ne font que subir la pire part de ce que Reagan réserve à toutes les catégories de la population, excepté le club des 500 plus riches (et encore les affaires de beaucoup d'entre eux ne sont-elles pas très florissantes). Quand il y a deux ans Reagan a détruit le syndicat d'un secteur de l'aristocratie ouvrière blanche, le syndicat des aiguilleurs du ciel (PATCO), il a montré qu'il traiterait tous les ouvriers qui, pour lui, "ne restent pas à leur place", comme il traite les "auteurs de troubles" noirs.

Tous les patrons ont le feu vert pour s'attaquer aux syndicats, et le gouvernement voudrait voir les syndicats se faire démolir, les piquets de grève se faire écraser pour enrégimenter et terroriser les travailleurs américains dans le cadre de l'effort pour la guerre antisoviétique. Ce qu'il y a derrière la série de défaites subies par les syndicats aux Etats-Unis (compagnies aériennes, automobile, téléphone), ce n'est pas tant les tribunaux et les flics, mais l'incapacité des dirigeants syndicaux traîtres à libérer l'énorme puissance de la

solidarité ouvrière. Ce qu'il faut au mouvement syndical américain, ce n'est pas seulement des piquets combattifs pour défendre les grèves, mais un programme de lutte de classe qui puisse unir les syndicats avec les chômeurs et les Noirs, avec toutes les victimes de l'ordre capitaliste décadent.

L'Amérique, cas pratiquement unique parmi les nations capitalistes avancées, n'a pas de parti ouvrier de masse se réclamant, même formellement, du "socialisme" ou de la lutte de classe. Nos camarades de la Spartacist League/US sont un petit parti, de quelques centaines de militants, dont la stratégie révolutionnaire est cruciale pour que le prolétariat triomphe dans la lutte de classe. Leurs efforts pour, précisément, libérer l'énorme puissance de la classe ouvrière ont rencontré des succès importants quoique modestes.

En novembre 1982, par exemple, quand le Ku Klux Klan menaçait de défilé dans les rues de Washington, ce qui aurait été une provocation raciste ouverte, et ce, avec le feu vert donné directement par la Maison Blanche, ils furent arrêtés net par la mobilisation, à l'initiative de la Spartacist League, d'une partie de la classe ouvrière noire et d'autres militants antiracistes, principalement de jeunes Noirs de la région de Washington (voir le *Bolchévik* n°36, décembre 1982). Les 5000 manifestants qui participèrent à cette mobilisation ouvrière/noire pour arrêter le Klan ont remporté une victoire qui montre la voie à suivre pour tous les héros futurs de la lutte de libération des Noirs et de la classe ouvrière.

Avec l'article que nous reproduisons ci-dessous, le *Bolchévik* est fier d'informer ses lecteurs des dernières luttes dans lesquelles les révolutionnaires américains ont montré les moyens et le programme socialiste

nécessaires pour unir les ouvriers combattifs, ceux qui luttent contre le racisme et le Klan, et les militants de toutes les luttes contre l'oppression.

* * * * *

Oakland, Californie, le 29 octobre -- 400 manifestants, déterminés et combattifs, se rassemblent devant l'hôtel de ville et se dirigent vers le tribunal du comté d'Alameda. Des délégations syndicales ouvrent la marche, avec les banderoles des locaux (sections) 9410 et 9415 du Communications Workers of America (CWA, syndicat des travailleurs des télécommunications), du local 771 de l'American Federation of Teachers (enseignants) et du local 1011 de l'International Brotherhood of Electrical Workers (ouvriers de la construction électrique).

Ils sont venus pour protester contre une machination judiciaire déclenchée contre deux employés de la Pacific Telephone, une compagnie du téléphone qui fait partie du trust Bell, Lauren Mozee et Ray Palmiero. Ces derniers sont tous deux membres du Militant Action Caucus (MAC), une opposition de lutte de classe dans le syndicat des travailleurs des télécommunications (CWA) soutenue politiquement par la Spartacist League. Le MAC lutte depuis plus de dix ans pour faire du CWA un syndicat de combat, et ce, contre une bureaucratie syndicale particulièrement réactionnaire qui non seulement soutient systématiquement le parti Démocrate, mais en plus trempe jusqu'au cou dans les diverses organisations "du travail" financées par la CIA en Amérique latine.

Lauren et Ray risquent jusqu'à sept ans et demi de prison. Ils ont déjà été licenciés et privés des indemnités de chômage, pour avoir participé à un piquet pendant la récente grève nationale du téléphone. Alors qu'elle participait à un piquet à San Leandro, une ville infestée par le Ku Klux Klan, Lauren se fit traiter de " salope

de négresse" et frapper au visage par une certaine Michelle Rose Hansen. Il s'agit en fait d'un cadre, briseuse de grève et raciste. Parce qu'elle s'est défendue contre cette agression d'un membre de la direction de la Pacific Telephone, et parce que son compagnon Ray est venu à son aide, ils sont tous deux inculpés de tentatives de coups et blessures.

Pacific Telephone, les flics et le juge du comté d'Alameda utilisent cette machination grossière pour adresser le message suivant à la population : les Noirs n'ont pas le droit de se défendre contre les attaques racistes, les travailleurs n'ont pas le droit de défendre leurs piquets de grève. Il est clair que tout ceci est une attaque raciste, une manœuvre politique, et une attaque contre les syndicats.

Des milliers de travailleurs dans les syndicats et dans les banlieues noires l'ont bien compris. La manifestation du 29 octobre était soutenue par 12 sections syndicales, 49 responsables syndicaux et 24 organisations noires, tant étudiantes que pour la défense des droits civiques. Quelque 50 employés du téléphone y participaient; des militants syndicaux de l'International Longshoremen's and Warehousemen's Union (dockers), de l'International Association of Machinists (mécaniciens), des Teamsters (camionneurs) et de l'United Steelworkers (sidérurgie) assuraient le service d'ordre de la manifestation et du rassemblement qui suivit. Le poing levé, les manifestants scandaient "Hé, juge! Les travailleurs disent: Bas les pattes devant Lauren et Ray!", "Les piquets de grève, ça veut dire on ne passe pas!" et "Huit ans, pas question -- Liberté pour Lauren et Ray, rendez leur leur travail!"

Sur les marches du tribunal, Lauren Mozee prenait la parole: "Comme tout le monde le sait, je suis une victime d'une machination raciste,

anti-ouvrière. Pourquoi? Un, je suis une femme noire. Deux, Ray et moi sommes un couple inter-racial. Trois, je suis une syndicaliste militante -- j'ai dit militante. Une ancienne membre du Black Panther Party pendant de nombreuses années. Et je crois fermement -- j'ai dit je crois fermement -- au socialisme. J'ai toujours combattu contre le racisme et la terreur des flics, et j'ai toujours combattu pour l'unité de la classe ouvrière contre les patrons. Maintenant, pour toutes ces choses et pour avoir fait mon devoir sur le piquet de grève [...] on s'est attaqué à moi [...]. Ce n'est pas moi et Ray qui sommes les criminels ici. Les criminels ce sont Bell, la police de San Leandro et le juge du comté."

Le coeur de la manifestation était composé de militants syndicaux noirs, latino-américains et blancs qui savent qui sont les vrais criminels dans ce pays. A la tribune du rassemblement, qui s'est tenu en face du tribunal, on a placé bien en vue de grands portraits et des fleurs pour honorer la mémoire de deux Noirs victimes de flics racistes, Patrick Mason et Charles Briscoe. Patrick Mason, cinq ans, abattu de sang froid en mars dernier à bout portant par un flic du comté d'Orange (Californie) qui avait enfoncé la porte de l'appartement où il se trouvait; Charles Briscoe, responsable du syndicat des mécaniciens, abattu en 1979, à l'âge de 37 ans, par des flics d'Oakland.

L'assassin de Patrick Mason, le flic Antony Spertl, a récemment reçu 35 000 dollars de récompense du California Worker's Comp Board en compensation pour son "stress psychologique". Le flic d'Oakland Robert Fredericks a logé dix balles dans le corps de Charles Briscoe; c'est ce même flic qui a participé à l'assassinat de Bobby Hutton, un Black Panther de 16 ans, et tiré

des Noirs; il a toujours les marques sur son cou. Un étudiant noir expliqua à *Workers Vanguard* (journal de la Spartacist League): "Ma mère est infirmière et elle est en grève [...] ça aurait pu être ma mère ici."

Presque tout le monde avait une histoire à raconter sur la vie sous la réaction de Reagan. Comme le disait un jeune Noir: "Jeune, doué et noir -- je n'ai aucune chance." Beaucoup de participants étaient des syndicalistes de longue date et d'anciens militants du mouvement pour les droits civiques; pour d'autres, la manifestation était leur premier acte politique. Un jeune membre du Communication Workers of America expliqua que la récente grève avait été la première pour lui, et la manifestation du 29 octobre la première à laquelle il ait jamais participé.

Une victoire pour Ray et Lauren peut ouvrir une brèche dans l'offensive raciste et anti-ouvrière des patrons d'Oakland et de leurs flics. La manifestation et le rassemblement du 29 octobre montrent la voie à suivre pour contre-attaquer face à la réaction et aux attaques racistes de Reagan: des mobilisations dans les rues, racialement intégrées et centrées sur le mouvement ouvrier.

La manifestation était soutenue, entre autres, par Angela Davis, de la National Alliance Against Racist and Political Repression (Alliance nationale contre la répression raciste et politique), et le journal du PC, *People's World*, l'avait annoncée dans ses colonnes. Mais la majeure partie du milieu "de gauche" petit-bourgeois ne la soutint pas et n'y participa pas davantage; cela donne la mesure de leur démolition et de leur désintérêt pour les luttes prolétariennes militantes. Des groupes comme le Socialist Workers Party, l'organisation pseudo-trotskyste associée à la LCR de Krivine, la boycottèrent.

le meilleur ami qu'aient jamais eu les Noirs dans ce pays, mais je veux vous dire qu'il n'est pas leur pire ennemi. Parce que le pire ennemi est ici, dans notre propre pays."

Le 29 octobre a été un important début dans la lutte pour arrêter la machination raciste et anti-ouvrière contre Lauren et Ray. Après le rassemblement, une partie des manifestants participa à une réunion informelle et amicale. Sept adhérèrent sur le champ à la Labor Black League for Social Defense (une organisation ouvrière/noire transitoire en accord avec les positions de la Spartacist



Ray et Lauren dans un piquet de grève

League); 29 abonnements à *Workers Vanguard* furent vendus et 480 dollars de dons versés au Comité de défense des grévistes du téléphone.

Le combat de Ray et Lauren est le combat de tous les travailleurs -- Noirs, Blancs, Asiatiques, Latino-américains. Comme le remarquèrent plusieurs employés du téléphone, si le Communication Workers of America avait mobilisé sa base et le reste du mouvement syndical pour arrêter complètement l'activité du trust Bell, si les piquets avaient été une démonstration militante de la force des travailleurs, des racistes comme Michelle Hansen ne les auraient pas franchis, sans parler d'attaquer les travailleurs qui s'y trouvaient.

Rien n'est juste ou démocratique dans ce système malsain et décadent. C'est pourquoi Anthony Spertl, Robert Fredericks et des centaines d'autres flics assassins sont en liberté alors qu'un enfant noir de cinq ans est mort et enterré. C'est pourquoi Hansen a toujours son emploi aujourd'hui alors que Ray et Lauren, avec trois enfants à charge, n'ont pratiquement aucun revenu et sont traînés devant les tribunaux des patrons, forcés de mener une campagne extrêmement coûteuse pour leur défense afin d'échapper à la prison.

La manifestation du 29 octobre était un exemple, par l'action, de ce qu'est la perspective de la Spartacist League: forger un parti d'avant-garde multiracial pour diriger la classe ouvrière, non seulement dans une lutte efficace pour défendre les droits des travailleurs et des opprimés, mais pour se battre pour ce dont nous avons vraiment besoin -- un gouvernement ouvrier, pour que les patrons et leur appareil d'Etat de répression et de racisme cessent leurs activités une bonne fois pour toutes. Ou, comme l'a dit au cours du rassemblement Victor Pamiroyan, du local 6 de l'International Longshoremen's and Warehousemen's Union: "Peut-être qu'un jour, en tant que travailleurs, nous ferons passer les entreprises en jugement, et nous serons à la fois juge et jurés!"

Adapté de *Workers Vanguard* n°341, 4 novembre

Mandel ...

Suite de la page 5

impérialiste pour le rendre plus efficace!

Il n'est plus étonnant de voir la LCR critiquer avec des arguments sociaux-chauvins la force de frappe française: "un arsenal ruineux et inutile" (*Rouge* n°1082, 7-13 octobre). On tremble à l'idée qu'un jour elle le découvre "utile"! Certes, l'impérialisme français ne peut prétendre à lui seul vaincre l'URSS, mais l'arsenal nucléaire français n'est pas une bombinette. Sans compter les armes nucléaires tactiques, l'arsenal stratégique français a la capacité de tuer plus de vingt millions de personnes -- soit l'équivalent des pertes humaines de l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale! Et en 1985 la flotte française sera équipée de missiles pouvant en tuer trois fois plus!

C'est avec les mêmes scandaleux arguments que la LCR demande le retrait des troupes françaises du Liban "[...] cela coûte très cher. Chaque mois, c'est la valeur de dizaines de classes d'école, de centaines de lits d'hôpitaux, qui part en fumée. Pour le seul profit de quelque marchands de canon français. Et au prix de morts inutiles" (*Rouge* n°1085, 28 octobre - 3 novembre)!

Curieuse façon de combattre les expéditions coloniales de l'impérialisme français... Même son de cloche chez Lutte Ouvrière qui titrait après l'attentat de Beyrouth d'octobre (LO n°805, 5 novembre) "On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les banquiers". LO critique-t-elle Mitterrand pour avoir utilisé au Liban son armée à autre chose que défendre la "patrie"? Pendant sa dernière campagne présidentielle, Laguiller avait déjà osé le faire, en reprochant à l'armée bourgeoise française d'avoir été incapable de "nous" défendre en juin 1940 (LO n°670, 4 avril 1981)! Voilà la logique social-patriote de la LCR tirée à sa conclusion extrême.

En jouant la carte d'un anti-américanisme "europacifiste", la LCR est amenée à appeler à la rupture de la France avec l'OTAN, non pas dans le cadre d'une dénonciation de cette alliance impérialiste antisoviétique, mais parce que Mitterrand se dote d'armes qui "aliènent forcément l'indépendance d'un pays de la taille de la France" (Supplément au n°1083 de *Rouge*, 14 octobre). Ainsi, Krivine en est à puiser dans l'arsenal du CERES et des "communio-chauvins" du PCF, à moins que ce ne soit dans celui du gaullisme!

Les partisans du "troisième camp" sont autant incapables de tracer une ligne de classe dans la confrontation de classe qui se dessine à l'échelle internationale que dans leur propre pays. Le refus de défendre l'URSS n'est en définitive que l'expression du refus de combattre son propre impérialisme. Tous les projets de la LCR ne se réduisent plus aujourd'hui qu'à une réforme de l'impérialisme français -- sous les auspices de Mitterrand bien sûr. Et d'appeler à des pressions sur le gouvernement pour qu'il désarme, pour qu'il reconvertisse l'industrie d'armement pour créer des emplois, des lits d'hôpitaux, des écoles, etc., pour qu'il renégocie les accords avec le tiers-monde, ... Bref, un impérialisme à visage humain! Toutes ces utopies réformistes ne pourraient être que ridicules. Mais, au moment où les impérialistes dans leur rage antisoviétique s'apprêtent à faire sauter la planète, elles ne sont qu'un moyen de dévoyer les sentiments naturels des masses pour la paix de la seule voie pour désarmer les impérialistes fauteurs de guerre: armement du prolétariat et révolution socialiste arrachant le pouvoir aux capitalistes! Pour cela, les dirigeants sociaux-chauvins du prolétariat et leurs valets d'"extrême gauche" devront être démasqués et balayés dans la lutte pour reforcer la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, unissant, dans un combat pour la défense et l'extension des acquis ouvriers, les travailleurs de tous les pays dans la lutte contre l'impérialisme.

Mohamed Ali prend la défense de Lauren et Ray

Mohamed Ali, ancien champion poids lourd: "Jamais un Viêt-cong ne m'a traité de sale nègre"



à quatre autres reprises sur des Noirs, faisant deux autres victimes. Le fait que Spertl et Fredericks soient aujourd'hui libres, voilà un crime inqualifiable qui en dit long sur la "justice" raciste aux Etats-Unis.

Les manifestants applaudirent Ray Palmiero quand il annonça que la compagnie du téléphone, sous la pression, avait pris ses distances de la briseuse de grève raciste Hansen. Ray déclara aussi aux manifestants: "Maintenant la bataille n'est pas terminée, mais hier, quand nous sommes présentés devant le tribunal, le juge, la mine triste, a annoncé qu'il abandonnait l'un des chefs d'accusation."

Beaucoup de ceux qui étaient venus défendre Lauren et Ray avaient de bonnes raisons politiques personnelles. Un des couples inter-raciaux qui participaient à la manifestation raconta son expérience avec les flics racistes de la ville voisine de Richmond: le mari, un Noir membre du local 1 du syndicat des fonctionnaires, a été victime du "choke hold", une sorte de garrotage employé par les flics pour "maîtriser" ceux qu'ils arrêtent et qui a fait de nombreuses victimes, principalement

Diana Coleman, de la Spartacist League, s'adressa aux manifestants, et ses remarques provoquèrent à plusieurs reprises applaudissements et cris d'enthousiasme quand elle expliqua la stratégie de lutte de classe de la SL: "Reagan et ses compères milliardaires, ils haïssent l'Amérique noire et ils haïssent les syndicats [...]. On ne peut pas lutter contre Reagan avec les Démocrates. Il nous faut une action ouvrière pour chasser Reagan. Est-ce que quelqu'un ici pense que Walter Mondale le mondain va défendre les minorités et les travailleurs contre la réaction de Reagan? [...]. "Nous, à la Spartacist League, nous sommes décidés à construire un parti ouvrier de masse et de lutte de classe [...]. Les travailleurs ont produit tout ce qu'il y a dans ce pays, et c'est cela que nous voulons. Nous voulons tout! Nous voulons notre propre gouvernement ouvrier, et il faut un parti ouvrier pour avoir ça [...]. Et maintenant Reagan -- avec les Démocrates au Congrès qui se font un peu tirer l'oreille -- essaie de nous entraîner dans une guerre thermonucléaire qui va faire sauter la planète entière [...]. Youri Andropov n'est peut-être pas

Quand la CIA et le SDECE s'arrachaient les Barbie

Les nazis dans la guerre froide

"[...] Je maintiens que les criminels de guerre nazis ont été les vrais vainqueurs de la guerre froide."

C'est ce que déclarait en octobre dernier, lors d'un interview à *Penthouse*, Simon Wiesenthal, responsable du Centre de documentation d'histoire juive à Vienne, qui a passé sa vie à la recherche des criminels de guerre nazis. Cette formule, saisissante s'il en est, résume en fait clairement la sinistre réalité. La volonté de renverser les acquis conquis par la Révolution russe étant depuis 1917 le principal objectif de la rapacité des impérialistes, rien d'étonnant à ce que les buts ultimes des fascistes et les leurs se soient confondus; la période de la guerre froide s'ouvrant juste à la fin de la Deuxième Guerre mondiale a permis à ces bouchers sanguinaires de se reconverter sans trop de difficulté de la défense du Troisième Reich à la lutte contre la "subversion communiste" pour la défense de ce qui est appelé le "monde libre".

L'affaire Barbie en est le dernier exemple. L'extradition par la Bolivie, où il coulait des jours tranquilles depuis 1951, et les préparatifs de son procès en France ont remué la vase nauséabonde de la collaboration zélée de la bourgeoisie française avec l'occupant nazi, ainsi que les règlements de comptes à l'intérieur de la résistance (qu'aujourd'hui tous les protagonistes, y compris le PCF, chacun pour ses propres raisons, voudraient bien voir oubliés). Mais l'arrestation de cet assassin a exhumé un autre cadavre puant du placard des champions des "droits de l'homme". Dès 1945, la CIA, très intéressée par les connaissances de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon sur les pays de l'Est, l'engagèrent comme agent. Il bénéficia dès lors d'une protection sans faille des services secrets américains qui l'ont soustrait à la demande d'extradition du gouvernement français d'après-guerre; lorsque la situation se fit trop dangereuse pour lui en Allemagne, ils organisèrent en 1951 son départ pour la Bolivie par l'intermédiaire de "la filière du rat", organisée par le Vatican, principale filière de sauvetage des anciens nazis. Que ce soit par cette filière ou une autre, il semble d'ailleurs que 95% des SS aient ainsi échappé à toute condamnation (*le Monde diplomatique*, juillet). De même, l'ancien chef milicien à Lyon, Paul Touvier, a été, lui aussi, protégé pendant 39 ans par l'Eglise.

Lors d'un interview donné à la chaîne de télévision américaine CBS en mai 1982, John Loftis, ancien enquêteur pour l'OSI (Office of Special Investigation [Commission d'enquête pour la recherche des criminels nazis, mise sur pied par Carter]), déclara: "[...] J'ai lu un rapport top-secret du département d'Etat qui disait qu'il y avait 22 agences de services de renseignements qui interrogeaient les émigrés dans les camps de personnes déplacées, toutes en concurrence les unes avec les autres, toutes luttant pour avoir les mêmes nazis."

Certes, l'impérialisme américain a dû se tailler la part du lion dans cette course aux anticommunistes patentés dont il avait besoin pour son sale boulot dans les pays de l'Est et à l'intérieur même des USA contre la classe ouvrière. La longue liste de ces criminels de guerre, et notamment des auxiliaires nazis dans les pays de l'Est, accueillis ou utilisés par les USA en est la preuve. Sans parler du plus "beau coup" de la CIA qui offrit carrément au général Gehlen (ancien responsable des services secrets d'Hitler) la direction d'un nouveau service de

contre-espionnage en Allemagne de l'Ouest, d'autres assassins, auprès desquels Barbie pourrait passer pour un enfant de chœur, ont su trouver leur place.

Parmi les tueurs sâdiques nazis qui ont trouvé refuge aux Etats-Unis, on trouve de nombreux anciens membres de la Garde de fer roumaine, d'Oustachis croates et autres cléricaux-fascistes d'Europe de l'Est qui ont massacré des centaines de milliers de juifs, communistes et membres des nationalités assujetties pendant la Deuxième Guerre mondiale. Un officier allemand avait même remarqué: "Nous étions véritablement effrayés par la soif de sang de ces gens."

Bien sûr, l'armée allemande a trouvé les pogromes déclenchés par les nationalistes enragés et terroristes mystiques des groupes fascistes autochtones bien utiles pour consolider sa brève occupation de l'Europe de l'Est. Après la guerre, ces nazis locaux ont suivi la Wehrmacht dans sa retraite devant l'Armée rouge, et ils ont essayé de se cacher dans la masse des "personnes déplacées". Mais au début de la guerre froide, ils se sont reconvertis en "réfugiés

qu'il n'y avait pas eu de conspiration gouvernementale de la part des USA en vue de soustraire Barbie à la justice française, et que manifestement les officiers de renseignements en Allemagne avaient agi de leur propre initiative [sic]" (*le Monde*, 18 août).

LES FRANCAIS AUSSI...

Mais si les services secrets américains ont protégé Barbie, de plus en plus d'informations mettent en lumière que les différents gouvernements français d'après-guerre ne se sont pas bousculés pour récupérer ce cadeau encombrant, dont les témoignages auraient pu en mettre plus d'un dans l'embarras. En effet, même si les forces américaines en Allemagne ne voulaient pas officiellement reconnaître la présence de Barbie dans leur secteur d'occupation tout de suite après la guerre, ils reconnurent officiellement en 1950 sa présence en Allemagne de l'Ouest et proposèrent même aux autorités françaises de le faire venir en France pour témoigner au procès Hardy, à condition de le récupérer après.



Minsk, 1941: Les bourreaux hitlériens massacrent des partisans antifascistes. Les nazis biélorusses en massacrèrent plus de 200 000.

du totalitarisme communiste", et ils ont trouvé un abri confortable aux Etats-Unis.

L'anticommunisme et les ambitions nationalistes contrariées de ces tueurs coïncidaient avec le désir de l'impérialisme US de reconquérir au capitalisme l'Europe de l'Est et finalement l'URSS. C'est pourquoi ils ont été protégés par les administrations Démocrates et Républicaines, tout comme les racketteurs cubains et les généraux de Saïgon qui ont suivi leurs traces. Ce sont des gens qui ont mis sur pied les opérations financées par la CIA telles que l'"Assemblée des nations captives", et ce sont eux les porte-parole qui transmettent la propagande du "monde libre" de "Radio Free Europe".

L'évidente bienveillance, si ce n'est plus, dont ont bénéficié les criminels de guerre nazis de la part des différentes administrations américaines fait ressortir la grossière hypocrisie de la conclusion de l'enquête demandée sur Barbie par le département de justice. Même si ce rapport conclut à la confirmation de ce secret de polichinelle comme quoi les services secrets américains ont bien utilisé et protégé Barbie, "le porte-parole de la Maison Blanche, Larry Speakes, soulignait [...] que les conclusions du rapport montraient

d'Etat du Troisième Reich, dont deux bureaux étaient plus particulièrement chargés de l'espionnage et du sabotage dans la zone d'influence soviétique et en Europe orientale; l'autre cible étant le service de recherche de l'Abwehr, service de renseignements de l'état-major allemand. Ce type de recrutement ne laisse aucune équivoque sur les buts poursuivis par les services de renseignements français: reconstruire leur réseau d'informateurs avec des anticommunistes sûrs en Europe de l'Est. Mais plus flagrant encore est le rapport de Serge et Beate Klarsfeld basé sur un rapport de la DST comme quoi le responsable de la Gestapo de Paris, le tortionnaire de Pierre Brossolette, Ernest Misselwitz, est venu le plus naturellement du monde proposer ses compétences aux services secrets militaires français qui les ont acceptées bien sûr avec enthousiasme, et ce, dès septembre 1945 (*le Monde*, 26 août).

Certes, la situation instable de la France d'après-guerre et certainement le poids du PCF ont rendu moins facile qu'ailleurs, comme aux USA par exemple, l'installation au vu et au su de tout le monde de ces criminels de guerre connus. Cependant, l'appareil d'Etat capitaliste français qui se reconstruisait avec l'aide du PCF, a su parfaitement réutiliser sans vergogne les services de bon nombre de criminels de guerre français ayant collaboré avec les nazis pour éliminer juifs et communistes, et dont Maurice Papon est l'exemple le plus voyant (voir article ci-contre).

D'autre part, ce n'est un secret pour personne que la Légion étrangère, tant chérie par Mitterrand et Henu, a été un refuge accueillant pour pas mal de nazis de second ordre, pas assez bons pour les services secrets mais assez bons pour aller mélanger le sang de leurs victimes juives ou communistes qu'ils avaient sur les mains à celui des combattants vietnamiens ou algériens que l'impérialisme français les a envoyés massacrer! Les impérialistes veulent la peau de l'Union soviétique, et pour cela ils sont prêts à s'allier aux assassins les plus sâdiques! L'hypocrisie et le mensonge n'arriveront jamais à cacher ce fait! La meilleure preuve en est aujourd'hui, dans cette période de deuxième guerre froide, le soutien enthousiaste et sans réserve que les Reagan et Mitterrand apportent aux dirigeants de Solidarnosc, représentants de la pire réaction nationaliste et cléricale, admirateurs de ceux qui furent responsables du massacre de milliers de juifs et de communistes polonais!

Barbie aurait dû être mis à mort il y a longtemps. Comme nous avons écrit quand il a été ramené en France (*le Bolchévick* n°38, mars):

"Un tribunal composé de leurs victimes survivantes devrait décider du sort de criminels de guerre comme Barbie. Il devrait être jugé par les juifs de Buchenwald et d'Auschwitz, les Français torturés à Lyon, les communistes et socialistes allemands qu'il a traqués aux Pays-Bas. Mais même cet acte élémentaire de justice ne viendra pas de l'Etat bourgeois, front populaire ou pas [...]."

"Ce n'est même pas une demi-mesure de justice pour tous ses crimes que de voir l'Etat français envoyer maintenant Barbie à la mort ou dans l'équivalent français de la prison de Spandau [où est incarcéré le nazi Rudolf Hess]. Justice ne sera faite que quand la révolution socialiste mettra fin au pouvoir de la bourgeoisie et balayera enfin pour toujours sa terreur fasciste de la surface de la terre."

De la «solution finale» à la guerre d'Algérie

Papon, criminel de guerre français

Le 16 octobre dernier, à la Mutualité, la fine fleur de la racaille d'extrême droite s'était rassemblée à l'occasion de sa "Journée d'amitié française". Ils étaient tous là, du plus au moins "respectable", des jeunes nazillons aux vieux pétainistes: Front national, UNI, GUD, PFN, Oeuvre française, Aspects de la France, Légitime défense, Ligue contre le crime et pour l'application de la peine de mort, Laissez-les-vivre, et, pour le lien avec la droite parlementaire, des représentants du CNIP (membre de l'UDF). Côté personnalités, Le Pen, l'ex-OAS Pierre Sergent, le limonadier pied-noir putschiste Jo Ortiz, les éditorialistes des torchons *Minute* et *Présent*.

Enivrée par sa puissance d'un soir, cette vermine donna libre cours à sa haine. Dans son collimateur, trois catégories privilégiées de victimes: les communistes, les juifs, les immigrés (sans oublier cependant les francs-maçons et les protestants). Sous des tonnerres d'applaudissements, un André Figueras, auteur du livre *Ce canaille de Dreyfus* (sic), expliqua que les immigrés "se reproduisent comme des lapins" (*le Monde*, 19 octobre); Romain Marie, président du CNIP de Haute-Garonne, affirmait que "L'Internationale de l'assassinat, l'Internationale communiste, était composée essentiellement de juifs" et que "le communisme est judaïque" (*Ibid.*) Etc. ad nauseam.

Et l'antisémitisme obsessionnel du fascisme à la française n'est pas un phénomène secondaire. S'il est vrai que les manifestations du racisme anti-Maghrébins sont aujourd'hui plus voyantes, l'antisémitisme imprègne toujours en profondeur le tissu social du pays de l'affaire Dreyfus et des attentats des rues Copernic et des Rosiers. Un racisme ne chasse pas l'autre; ils se superposent comme autant de couches de vase au fond du marais putride de la xénophobie française.

Et derrière le délire de l'extrême droite gît un bien plus gros lièvre: la politique de l'Etat impérialiste français. Une carrière, celle de Maurice Papon, illustre de façon saisissante le lien entre l'antisémitisme et le racisme anti-Maghrébins; une période clé, la Deuxième Guerre mondiale et les guerres coloniales. Il n'est pas inutile de s'y attarder plus en détail.

En 1931, le jeune Papon entame une brillante carrière de haut fonctionnaire qui le mène en 1941 au secrétariat de la préfecture de la Gironde. Numéro deux du département, il est plus particulièrement chargé des "questions juives", c'est-à-dire du recensement et de l'arrestation des juifs de la région bordelaise et de leur expédition vers les cham-

bres à gaz nazies, ainsi que de la répression contre les opposants à l'ordre vichyste. Papon organisera ainsi la déportation de 1700 juifs; les nazis le jugent "habile et zélé". Après la défaite nazie, il n'est pas inquiet: en juin 1944, il s'est mis au service du gouvernement provisoire de de Gaulle, et il est nommé en août 1944 directeur de cabinet du nouveau préfet. Il va maintenant mettre son expérience de la répression au service de la préservation de "l'ordre" dans l'empire colonial en décomposition. Quelques étapes significatives: octobre 1945, chef de la sous-direction Algérie du ministère de l'Intérieur; 1949: préfet de Constantine (Algérie); juin 1954: responsable du "maintien de l'ordre" au Maroc agité par des "menées nationalistes"; 1956: préfet de région à Constantine, chargé d'organiser la répression dans tout l'est algérien.

Couronnement de sa carrière de flic, en mars 1958 il est préfet de police de Paris, où, après avoir contribué à la réussite du coup d'Etat de de Gaulle, il va continuer avec férocité la répression anti-FLN. Une fois de plus, une longue série d'atrocités dont le point culminant restera le 17 octobre 1961. Ce jour-là, la police parisienne et les CRS attaquent une manifestation pacifique de 30000 ouvriers algériens qui protestent contre le couvre-feu anti-Algériens imposé par Papon quelques semaines plus tôt. Au cours d'une sanglante ratonnade, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont massacrés de sang-froid. 21000 manifestants sont jetés dans des stades transformés en camps de concentration; la plupart y resteront une semaine sans manger, battus et terrorisés par les "gardiens de la paix"; des centaines d'Algériens périront ce jour-là.

Membre du parti gaulliste, Papon sera par la suite député, puis ministre du dernier gouvernement Giscard. Dans une société un tant soit peu décente, il serait enfermé pour le reste de sa triste existence, à moins qu'une de ses nombreuses victimes ne lui ait administré une justice plus définitive. Aujourd'hui, il a été inculpé pour ses crimes commis pendant la guerre. Mais la simple justice exige que ce criminel soit jugé pour tous ses forfaits, et ce, par un tribunal composé de ses différentes victimes: juifs déportés, militants persécutés par la police de Vichy, nationalistes marocains et algériens, rescapés du 17 octobre et du massacre du métro Charonne; la liste donne la nausée.

La sinistre carrière de Papon traverse des épisodes clés, tout de sang et de boue, de l'histoire de la bourgeoisie française, des

épisodes qu'elle cherche désespérément à falsifier. Le 17 octobre a complètement disparu de l'"Histoire de France". Les millions de morts des sales guerres d'Algérie, d'Indochine, du Maroc, de Madagascar et du Cameroun, malheureusement pour Papon et Cie, sont plus difficiles à escamoter. On est aussi prié d'oublier que la grande majorité de la bourgeoisie s'était retrouvée pétainiste en 1940 avant de se découvrir antinazie en juin 1944.

Depuis Dreyfus, et même avant, l'antisémitisme a été une question clé en France; le fer de lance de la réaction. La succession de régimes bonapartistes, et les mouvements royalistes et fascistes, y ont trouvé tout au long de l'histoire un terrain commun. Mais depuis quelques années, on voit, comme sous-produit de la décomposition d'un certain type

et envoyés vers les chambres à gaz nazies.

Après Stalingrad, la défaite chaque jour plus inévitable des hitlériens réveilla la menace de la guerre civile et de la guerre de classe: sa collaboration avec les nazis avait largement discrédité la bourgeoisie, son Etat et la plupart de ses politiciens. Un autre bonaparte, de Gaulle, qui s'était assuré la collaboration des partis ouvriers réformistes (et au premier chef du PCF) à travers le Conseil national de la résistance, allait réussir l'impossible: ramener la France dans le camp des alliés, conserver l'empire colonial, empêcher la désagrégation de l'Etat (et sa mise sous tutelle alliée) et la guerre civile. Scène typique de la "Libération", répétée dans nombre de départements: le représentant du gouvernement provisoire gaulliste arrive dans une ville



Paris, pendant la dernière guerre — La ségrégation mise en place par l'Etat français.

de "gauchisme", des "gauchistes" prêts à reprendre la thèse néo-nazie sur la non-existence des camps de la mort. Mélangé au nationalisme arabe, cela produit un hybride nauséabond comme le "groupe F. Oriach", qui, justifiant les attentats antisémites au nom de la lutte contre le sionisme, prétend que la bourgeoisie française est 100 % sioniste et que l'antisémitisme n'existe plus; l'antisémitisme est devenu un sinistre et douteux "anti-impérialisme des imbéciles".

DE PETAIN A DE GAULLE

En juillet 1940, la défaite militaire, rapide et catastrophique, avait réveillé le spectre de 1870 et de la Commune. Il fallait à tout prix sauver l'Etat (et si possible l'empire colonial, fruit de siècles de rapines), et faire courber l'échine au prolétariat. Et l'impérialisme français pouvait espérer, en s'alliant avec Hitler, obtenir une part du "nouveau marché" que les nazis allaient bientôt essayer de se constituer en réalisant le rêve de tous les brigands impérialistes depuis 1917: détruire l'Etat ouvrier soviétique et rétablir la domination du capital en Russie. Bonaparte à demi sénile, Pétain était l'image vivante de ce programme de réaction rancie et veule, à l'ombre des baïonnettes nazies; sur son képi étoilé la bourgeoisie lisait avec un lâche soulagement: "Réaction sociale! Croisade antibolchévique!" Pétain n'avait pas grand-chose à offrir aux nazis, mais il avait une machine administrative puissante et centralisée: elle se mit avec un zèle tout bureaucratique au service de la "solution finale". 75000 juifs furent recensés par l'administration française, arrêtés par la police française, internés dans des camps de concentrations français (où 3000 trouveront la mort)

évacuée par les troupes nazies, reçoit la démission du préfet vichyste et le renomme sur le champ préfet! Les résistants sont rapidement désarmés ou expédiés sur le front. Dans ces conditions, l'"épuration" a été largement une farce. On frappe quelques "collabos" notoires, on fusille quelques lampistes. Très peu de hauts fonctionnaires, d'officiers, de profiteurs du marché noir, seront inquiétés. Bien mieux, ils se retrouveront vite aux leviers de commande, s'ils les ont jamais quittés. Aujourd'hui encore, les comptes n'ont pas été réglés. Des mesures de justice élémentaires pour les victimes de la terreur de Vichy, juifs et "métèques" en tous genres, homosexuels, résistants, militants de gauche et syndicalistes, auraient trop crûment exposé l'extrême corruption politique et morale de toute la classe bourgeoise et auraient menacé le "bon fonctionnement" de son appareil d'Etat affaibli et mouillé jusqu'à la garde dans la barbarie hitlérienne.

On comprend que la bourgeoisie veuille "oublier". Les réformistes du PCF et du PS (ex-SFIO), ceux qui ont aidé de Gaulle à remettre sur pied le capitalisme français après la défaite nazie, qui ont défendu les restes de l'empire colonial contre les aspirations des peuples opprimés, qui aujourd'hui tiennent les rênes de l'Etat impérialiste, sont eux aussi tout disposés à "oublier" les forfaits de leur propre bourgeoisie.

Mais le temps n'a pas effacé les tatouages des rescapés d'Auschwitz et de Treblinka, ni les souffrances des martyrs du 17 octobre. Cette classe dirigeante sanguinaire et ses hommes de main devront répondre de leurs crimes devant le prolétariat victorieux! Vengeance pour les victimes de l'impérialisme français!



Paris, 17 octobre 1961 — Ratonnade sanglante de la police parisienne et des CRS: 30000 arrestations, des centaines de morts. Le préfet de police s'appelait Maurice Papon.

KOR...

Suite de la page 2

récemment inculpé quatre conseillers de premier plan de Solidarnosc pour activités contre les institutions fondamentales du système, accusations pour lesquelles ils risquent de cinq à dix ans de prison. Les quatre conseillers choisis comme accusés — Jacek Kuron, Adam Michnik, Zbigniew Romaszewski et Henryk Wujec — sont tous d'anciens membres du Comité de défense des ouvriers (KOR). Entre autres choses, ils sont accusés, à la manière stalinienne classique, de "liaisons avec des groupes terroristes trotskystes à l'Ouest". Cependant, le KOR n'était pas une organisation terroriste, mais un groupe de propagande (et n'avait sans aucun doute rien à voir avec le trotskysme). Maintenant le danger militaire écarté, Kuron et Cie doivent être libérés, ainsi que le reste du gang de Solidarnosc.

Les sociaux-démocrates pro-occidentaux du KOR ne sont pas pires (mais simplement plus sophistiqués) que le reste des dirigeants de Solidarnosc, qui ont été, pour la plupart, libérés avant la suspension de la loi martiale, y compris le "charismatique" Walesa. De plus, tandis qu'ils poursuivent Kuron et ses collègues, les staliniens continuent à chercher à apaiser la hiérarchie catholique, principal centre organisateur de la contre-révolution en Pologne et réel pouvoir derrière le KOR. Récemment, en juin dernier, Varsovie invitait le pape Jean-Paul Wojtyla à visiter sa patrie, provoquant une débauche de nationalisme antisoviétique et anticommuniste.

Nous sommes pour la libération des dirigeants du KOR, tout en sachant parfaitement (nous l'avons dit à plusieurs reprises) que leur but était une prise de pouvoir contre-révolutionnaire. A l'automne 1981, Kuron réclamait un "conseil de salut national" dans le but de scissionner une aile de la bureaucratie stalinienne corrompue et démoralisée, pour la subordonner à la hiérarchie de l'Eglise et au "syndicat" cléricol-nationaliste Solidarnosc. Il ajoutait: "Dès sa formation, ce conseil suspendrait l'action de toutes les autorités, y compris du gouvernement" (Dépêche UPI, 16 septembre 1981). Après l'échec de ces plans, le dirigeant du KOR (auparavant considéré comme un "modéré") jeta sa prudence aux orties. Selon le journal allemand *Der Spiegel* (10 mai 1982), généralement bien informé, Kuron fit parvenir clandestinement, de sa prison, un message secret qui proclamait: "Dans mes nombreuses années d'activité oppositionnelle, j'ai toujours préconisé le principe qu'on doit

résolument éviter tout recours à la force. En conséquence, je me vois contraint d'élever la voix pour déclarer qu'aujourd'hui je considère que préparer le renversement [du régime] d'occupation au travers d'un soulèvement général est l'alternative du moindre mal." Mais l'appel criminel de Kuron pour une insurrection fut ignoré, épargnant aux masses polonaises un bain de sang et ses effroyables conséquences.

Dans une situation de paix civile, les trotskystes soutiennent les normes de la liberté d'expression dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés et dégénéré du bloc soviétique, même pour les tendances qui veulent la restauration du capitalisme. Nous ne soutenons pas l'emprisonnement des gens à cause de leurs idées, même réactionnaires; ce sont les actes contre-révolutionnaires de Solidarnosc qui devaient être stoppés à tout prix. La crise prolongée de la Pologne stalinienne ne peut être résolue dans un sens progressiste que par une révolution politique prolétarienne établissant une véritable démocratie soviétique. Ceci nécessite la cristallisation d'un parti d'avant-garde trotskyste, suivant la voie de Lénine et Rosa Luxemburg, qui peut briser l'emprise qu'ont sur les masses les courants cléricol-nationalistes et sociaux-démocrates incarnés par Solidarnosc.

LE KOR: LES DISSIDENTS DU PAPE

Jacek Kuron n'a pas toujours été un organisateur de la contre-révolution "démocratique". Dans son adolescence, au début des années 50, c'était un stalinien fanatique qui aimait s'en prendre aux réactionnaires anticommunistes, bien trop nombreux, même à cette époque, dans la "Pologne populaire". Il se retrouva à l'avant-scène pour la première fois en 1964, lorsqu'il fut condamné à six ans de prison pour avoir co-signé une "lettre ouverte" au Parti ouvrier unifié de Pologne au pouvoir. Sa perspective politique à cette époque était vaguement syndicaliste, bien qu'enrobée dans une terminologie quel que peu marxiste. A bien des points de vue, Kuron et ses collègues ressemblaient aux éléments radicalisés de la "nouvelle gauche" occidentale, qui, de leur côté, pouvaient s'identifier à ces dissidents polonais. Malgré ses faiblesses théoriques fondamentales, la "lettre ouverte" revendiquait clairement le pouvoir ouvrier: "Ce sont les représentants des ouvriers des entreprises qui constituent les fondements du pouvoir politique et économique [d'une démocratie ouvrière de classe]. [...] Il existe aussi une organisation qui rassemble les moyens de contrainte, la milice

ouvrière" ("Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais" *Cahiers "rouge"*, Maspéro [1969]).

Kuron se distinguait ainsi des avocats du parlementarisme impérialiste et de la social-démocratie. De plus, la "lettre ouverte" notait que "la dictature bureaucratique et réactionnaire favorise la droite politique traditionnelle". Et elle mettait en garde contre les "groupes et courants politiquement de droite avec la hiérarchie de l'Eglise en tête, qui s'accrochent aux anciens symboles de l'idéologie réactionnaire" [souligné dans l'original]. Quand ils furent condamnés à des peines de prison par le régime de Gomulka, Kuron et ses compagnons



Notre tradition en Pologne: la grande révolutionnaire Rosa Luxemburg.

oppositionnels sortirent du tribunal en chantant L'Internationale.

Les staliniens et les médias bourgeois occidentaux caractérisèrent la "lettre ouverte" comme "trotskyste". Et les pseudo-trotskystes du Secrétariat unifié d'Ernest Mandel adoptèrent Kuron et ses co-penseurs comme des leurs. Mais même en 1964, il était clair que Kuron n'était pas trotskyste. Intellectuel sophistiqué éduqué par un des rares trotskystes polonais à être revenus des camps de travail forcé de Staline, il savait bien que Trotsky considérait que le stalinisme avait une double nature: cherchant à se concilier l'impérialisme mais reposant sur les fondements hérités de la révolution d'Octobre. Au contraire, Kuron soutenait que la bureaucratie stalinienne est une nouvelle classe exploiteuse, pas meilleure que les capitalistes. Et maintenant son refus de reconnaître que les économies planifiées et collectivisées d'Europe de l'Est, malgré leurs déformations bureaucratiques, sont une conquête progressiste du prolétariat international l'a conduit dans le camp de l'impérialisme "démocratique".

Le KOR fut formé en 1976; son but initial était de faire de l'agitation en faveur d'une amnistie pour ces travailleurs emprisonnés ou réprimés d'une manière ou d'une autre à cause de leur rôle dans les grèves de masse et les protestations contre les augmentations des prix des produits alimentaires décrétées en juillet de cette année-là. A ce moment, Kuron avait évolué de façon décisive à droite, devenant, fondamentalement, un social-démocrate. Au lieu de la démocratie ouvrière, il appelait maintenant à un régime parlementaire à l'occidentale: "Nous devons chercher à obtenir un statut similaire à celui de la Finlande: une démocratie parlementaire dotée d'une indépendance limitée en matière de politique étrangère quand elle touche directement les intérêts de l'URSS" ("Thoughts on the Action Program" [Réflexions sur le programme d'action], dans Jiri Pelikan and Manfred Wilke, eds., *Menschenrechte: Ein Jahrbuch zu Osteuropa* [1977]). Avec ce programme, le KOR sollicita et obtint un statut d'observateur dans la Deuxième Internationale d'Helmut Schmidt, François Mitterrand et Sir Harold Wilson.

Pendant que le régime stalinien polonais persécutait les opposants de gauche, il permettait à la hiérarchie de l'Eglise catholique d'être reconnue, en tout état de cause, comme l'opposition officielle. Un des premiers actes du KOR fut donc un appel au cardinal Wysinski pour

qu'il soutienne les ouvriers emprisonnés. L'étroite collaboration entre le KOR et l'Eglise fut annoncée publiquement en 1977 dans la brochure d'Adam Michnik "L'Eglise, la gauche, le dialogue", qui répudiait et dénonçait l'anticléricalisme historique de la gauche polonaise, y compris de la social-démocratie polonaise. Abraham Brumberg, ancien rédacteur en chef de l'organe-maison de la CIA, *Problems of Communism*, observait que "la polémique [de Michnik] a pour but de convaincre ses amis, dans la gauche, que l'Eglise défend des valeurs compatibles avec les traditions du libéralisme laïc, et de presser l'Eglise de comprendre que, si elle poursuit et approfondit sa lutte pour les droits de l'homme,

elle n'aura pas de meilleur allié que la gauche laïque" ("The Open Political Struggle in Poland" [La lutte politique ouverte en Pologne], *New York Review of Books*, 8 février 1979). Au moment de l'explosion qui produisit Solidarnosc, le KOR était devenu une composante social-démocrate d'un mouvement cléricol-nationaliste dominé et dirigé par le Vatican de Karol Wojtyla.

La trajectoire politique de Kuron, sorte de syndicaliste révolutionnaire devenu agent du Vatican et de l'impérialisme de l'OTAN, anticipait et influençait la trajectoire parallèle de maints éléments radicalisés de la "nouvelle gauche" occidentale des années 60, qui, autrefois, dénonçaient la Russie de Brejnev et Khroutchev pour ne pas être révolutionnaire et qui, aujourd'hui, se sont engagés dans la croisade antisoviétique de Reagan "pour la liberté". Le destin de Kuron démontre avec une clarté exceptionnelle que ces militants de gauche qui, quelles que soient leurs motivations subjectives, nient que l'Union soviétique est un pouvoir d'Etat prolétarien (bien que bureaucratiquement dégénéré) seront inexorablement happés dans le camp de l'impérialisme.

Nous ne sous-estimons pas la force du nationalisme anticommuniste dans la Pologne du général Jaruzelski. Cependant, il y a sans doute, dans les usines et les universités, des militants se réclamant des idéaux socialistes, assez semblables au Jacek Kuron d'il y a vingt ans. Ils sont attirés par les buts libérateurs du marxisme, même si ceux-ci ont sans cesse été traînés dans la boue par la bureaucratie stalinienne. Ils n'éprouvent que répulsion pour le baratin médiéval de Wojtyla, qui voudrait abolir le droit d'avorter en Pologne et y introduire un chômage massif au nom de la "liberté"; ils sont repoussés par le bellicisme nucléaire cinglé de Reagan qui voudrait, dans sa campagne de guerre contre l'Union soviétique, transformer la Pologne en un vaste champ de gravats irradiés. Pour la jeunesse et les ouvriers polonais qui veulent voir un monde socialiste, le programme trotskyste est la seule voie d'avenir.

Que le sort méprisable de Kuron serve de leçon. Il est nécessaire de construire d'urgence des noyaux de propagande et d'éducation d'une avant-garde trotskyste pour restaurer la grande tradition marxiste du parti Proletariat de Rosa Luxemburg, de Leo Jogiches, des "trois W" (Warski, Walecki et Wera Kostrzewa), tous inspirateurs ou dirigeants du Parti communiste polonais à ses débuts. Adapté de *Workers Vanguard* n° 340.

VIENT DE PARAITRE

En janvier 1939, le comité exécutif de la Quatrième Internationale confiait à James P. Cannon, dirigeant de longue date du trotskysme américain, la tâche de faciliter l'entrée des trotskystes français dans le PSOP (une scission de gauche de la social-démocratie) et d'empêcher une scission sur cette question dans la section française.

— LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE —
tendance apartachiste internationale

«La question française»
Discours inédit (avril 1939)
de James P. Cannon
fondateur du trotskysme américain

Les textes que nous publions dans cette brochure, le rapport de Cannon sur sa mission, son article "Sur la direction du mouvement révolutionnaire" et les "Résolutions sur les tâches de la section française" adoptées par le congrès de la Quatrième Internationale en 1938, dissèquent certaines des faiblesses historiques du trotskysme français, avec ses luttes fractionnelles incessantes, sa direction formée d'un conglomérat de "vedettes" individuelles, l'amateurisme et l'improvisation de son fonctionnement. Ce sont des classiques, toujours riches d'enseignements pour les révolutionnaires d'aujourd'hui.

12 F - port inclus

Commande : Le Bolchévik
B.P. 135-10 - 75463 Paris cédex 10

Grenade...

suite de la page 16

et de la LCR, forts de l'opposition de Mitterrand à cette intervention US, en ont profité pour jouer l'aile combative du front populaire au pouvoir. Rarement depuis le 10 mai, on les avait vus faire preuve, comme pour la manifestation parisienne du 26 octobre contre les Etats-Unis, d'autant de combativité. Et surtout pas pour l'intervention (que le PCF a appelée, pendant que la LCR se taisait) de l'impérialisme français au Liban! Le 26 octobre, les trotskystes de la LTF étaient, eux, dans la rue contre l'invasion US de la Grenade, contre les menaces qui pèsent sur le Nicaragua et Cuba, mais aussi contre le bellicisme de Reagan et Mitterrand contre l'URSS et contre la présence des troupes françaises en Afrique et au Liban.

GLOIRE ETERNELLE AUX CUBAINS TOMBÉS !

L'armée américaine forte de plusieurs milliers de Marines, parachutistes et Rangers, équipée d'hélicoptères de combat Cobra, de chasseurs et d'artillerie, a mis plus d'une semaine pour s'emparer de la Grenade, s'étant heurtée à la résistance héroïque de 700 ouvriers cubains de la construction, dotés seulement d'armes légères d'infanterie. Bien que ces derniers n'eussent aucun espoir de vaincre, ils défendirent leurs positions jusqu'à la dernière cartouche. Au contraire, selon tous les témoignages, l'"Armée révolutionnaire populaire" (ARP) grenadienne s'est plus ou moins dissoute.

L'ARP était tout juste bonne pour descendre des manifestants civils sans armes et exécuter des ministres. Ainsi, deux semaines auparavant, quand une foule de partisans de Maurice Bishop, le premier ministre nationaliste radical de la Grenade alors limogé, le délivra de sa résidence surveillée, des soldats en véhicules blindés tirèrent sur la population. Bishop et une demi-douzaine d'autres dirigeants grenadiens furent assassinés de sang-froid. Puis, pour consolider son emprise, le "conseil militaire révolutionnaire" imposa un couvre-feu de 24 heures, avec ordre de tirer à vue. Mais quand les impérialistes yankees profitèrent de ce bain de sang pour lancer leur attaque, l'ARP s'est simplement évaporée.

REVOLUTION DE PALAIS

Bishop et son NJM, un mouvement nationaliste-populiste allié à Cuba, furent la cible de l'impérialisme US, dénoncés comme "pions soviéto-cubains" dès leur arrivée au pouvoir en 1979, dès qu'ils refusèrent de se plier aux diktats de Washington. Et les Américains, qui ont planifié depuis longtemps le renversement de ce régime, ont eu l'impudence d'essayer de faire porter le chapeau à Cuba pour le renversement de Bishop. Mais, si beaucoup de détails restent encore obscurs, une chose est claire: Castro fut horrifié par le brutal assassinat de Bishop. Un communiqué de presse du 20 octobre de la mission cubaine aux Nations-Unies déclarait: "Aucune doctrine, aucun principe ou position proclamée révolutionnaire et aucune division interne ne justifient des procédés aussi atroces que l'élimination physique de Bishop et du groupe connu de dirigeants honnêtes et dignes, morts hier."

"La mort de Bishop et de ses camarades doit être éclaircie, et s'ils ont été exécutés de sang-froid, les coupables méritent d'être sanctionnés de façon exemplaire."

Le reporter de Pacifica Radio notait que les nouveaux dirigeants de la Grenade avaient demandé à l'ambassade cubaine de quitter le pays, et avant même le meurtre de Bishop. Ce qui suggère que le pays suivait la voie du Surinam, où juste après l'invasion US de la Grenade, l'homme fort militaire local, un certain colonel Bouterse, rompa avec ses anciens alliés cubains et expulsa l'ambassade cubaine, se transformant ainsi lui-même en un nouveau dictateur du

"monde libre". Un parallèle peut être fait entre le meurtre de Bishop et celui de Noor Mohamed Taraki, en 1979, en Afghanistan. Taraki, personnalité vénérable de la gauche afghane, fut assassiné lui aussi lors d'une révolution de palais (méthode habituelle de débat gouvernemental dans les régimes nationalistes petits-bourgeois) par l'impitoyable parvenu Hafizullah Amin, qui posait au "révolutionnaire pur et dur". Plus tard, des liens entre Amin et la CIA furent révélés...

Cuba condamna violemment l'exécution de Bishop; mais il avertit que "l'impérialisme essaiera maintenant d'utiliser cette tragédie et les graves erreurs commises par les révolutionnaires grenadiens, pour balayer le processus révolutionnaire à la Grenade". Quand, le 23 octobre, confrontée à une attaque US imminente, la junte de la Grenade sollicita des soldats cubains pour la défendre, Castro répliqua carrément: "[...]

"Leurs campagnes d'alphabétisation donnent aux révolutions nicaraguayenne et grenadienne un avantage qualitatif sur les Russes -- même si, comme les bolchéviks, ils souffrent d'un manque de cadres pour accomplir toutes les tâches" (*International Internal Information Bulletin*, septembre 1980). La Grenade fut saluée pour posséder un "gouvernement ouvrier et paysan" -- le mot de code du SWP pour découvrir, partout dans le "tiers monde", des Cuba embryonnaires. Il y a 20 ans, c'était le régime nationaliste de Ben Bella qui était ainsi honoré (jusqu'à son renversement par une révolution de palais dirigée par Boumediène). Néanmoins, le FLN algérien arriva au pouvoir par une guerre de libération, longue et incroyablement sanglante, contre le colonialisme français. Aujourd'hui, l'élévation du NJM de la Grenade au rang de "gouvernement ouvrier et paysan" tient de la méthode Coué, une démonstration par l'absurde.

affaires, sans parti, siégeaient au gouvernement". Le coup d'Etat de Bishop de 1979 n'a jamais renversé le système bourgeois, pas même jusqu'au point des sandinistes au Nicaragua, où une direction nationaliste petite-bourgeoise radicale (qui, en tant que telle, ne s'est pas encore définitivement engagée à défendre des formes déterminées de propriété, bourgeoises ou prolétariennes) a militairement détruit l'appareil d'Etat somoziste. A Cuba, il est inconcevable qu'un tueur mercenaire de Batista eût pu devenir dirigeant du PC cubain. C'est pourtant ce qu'a fait l'homme fort éphémère de la Grenade, le général Hudson Austin. Débutant comme gardien de prison et caporal dans l'armée du dictateur Gairy (dont le gang des "mangoustes" terrorisait la population noire du pays), il finit par devenir le dirigeant du NJM qui renversa Gairy!

FEDERATION SOCIALISTE DES CARAIBES !

Une série de mouvements comme le NJM sont les héritiers du "Black Power" caraïbe. Tous prêchent l'"auto-suffisance" sur des terres toujours plus petites les unes que les autres. Malgré leur verbiage de gauche, ils n'offrent pas de solution à la paupérisation catastrophique et au désespoir des masses des Caraïbes. En fait, en insistant sur la race plutôt que sur la classe, le nationalisme noir sert à entraver la formation d'un mouvement ouvrier révolutionnaire qui pourrait unifier le mélange racial des Caraïbes. A la Guyane, la rhétorique du "Black Power" fut même utilisée par la contre-révolution quand la CIA intronisa Forbes Burnham comme moyen de diviser les travailleurs sur des bases ethniques.

Dans le cadre d'îles minuscules, il est absurde d'envisager une révolution prolétarienne isolée. Elles ont à peine un prolétariat, et il leur manque les rudiments même d'une économie nationale viable. De plus, étant donné leur taille minuscule et leur situation exposée dans le "lac américain", la lutte pour une fédération soviétique des Caraïbes doit être menée en relation étroite avec la lutte pour la révolution socialiste aux USA.

"Le socialisme dans une seule île tropicale", même s'il s'agit de la perle des Antilles, est une illusion stalinienne. Aujourd'hui, Cuba est presque aussi isolé qu'il l'était il y a 20 ans. Quand les sandinistes et le NJM prirent le pouvoir en 1979, Castro, plein d'espoir, s'écria: "Maintenant, nous sommes trois!" Aujourd'hui, les idéologues réactionnaires de l'impérialisme proclament, satisfaits: "Maintenant, ils sont deux!" Et ils parlent de "dominos tombant dans l'autre sens". Pour libérer les masses des Caraïbes de l'hideuse oppression qu'elles subissent, ce ne sont pas des "New Jewel" nationalistes qui sont nécessaires, mais des partis trotskystes, armés du programme de la révolution permanente. Troupes US hors de la Grenade! Indépendance de Porto Rico! Indépendance de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane! Défense du Nicaragua! Défense de Cuba! Pour une fédération soviétique des Caraïbes, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine!

Adapté de Workers Vanguard n°341

Salut aux héroïques combattants cubains !

Nous reproduisons ci-dessous un communiqué du gouvernement cubain diffusé sur Radio-La-Havane mercredi 26 octobre à 16h, heure locale.

"La population a été informée qu'à environ 7h les communications entre l'ambassade cubaine à la Grenade et les positions défensives cubaines ont été coupées.

"Il n'a pas été possible de recevoir d'autres informations sur le déroulement des derniers combats et le sort de chacun des camarades qui défendaient leurs positions.

"Nous pouvons seulement vous

dire qu'à 9h55 l'ambassade cubaine à la Grenade rapportait que la dernière attaque ennemie contre nos positions avait été menée en utilisant tous les moyens disponibles: avions de combat, hélicoptères, artillerie et mortiers lourds et moyens. Mais à la fin, un groupe de six camarades, accrochés à notre drapeau, continuaient le combat.

"A 11h17, notre ambassadeur nous communiquait qu'il n'y avait plus aucune résistance cubaine. Les combattants du dernier retranschement ne se sont pas rendus, et ils ont donné leur vie pour la patrie."

les développements malheureux à la Grenade rendent moralement impossible vis-à-vis de notre peuple et du monde l'inutile sacrifice qu'occasionnerait l'envoi de tels renforts dans une lutte contre les Etats-Unis. "Que, comme part de l'honneur, de la moralité et de la dignité de notre pays, nous maintiendrons le personnel cubain sur place, à un moment où de puissantes forces navales yankees s'approchent de la Grenade.

"Que, si la Grenade est envahie par les Etats-Unis, le personnel cubain défendra ses positions dans leurs camps et sur leurs lieux de travail avec toute leur énergie et tout leur courage."

Et ils l'ont fait. Les Cubains internationalistes ne reculèrent pas et combattirent. Les "révolutionnaires" grenadiens, eux, ne défendirent même pas leur propre "révolution".

Beaucoup dans la gauche assimilèrent le Cuba de Castro et la Grenade de Bishop. Krivine et le Secrétariat unifié de Mandel parlent de "gouvernement révolutionnaire" qui "avait opéré dès le début de profonds changements dans les domaines social, politique et économique au bénéfice de la masse des travailleurs" (*Inprecor* n°160, 7 novembre). Leurs alliés du SWP américain étaient même moins prudents. Le NJM nationaliste-populiste de Bishop -- membre de la Deuxième Internationale de Mitterrand et Schmidt! -- était un des joyaux de sa collection des "directions prolétariennes révolutionnaires". Incroyablement, une dirigeante du SWP, Mary-Alice Waters, disait de ces nationalistes petits-bourgeois: "Nicaragua, Grenade, Cuba -- les trois géants montants, sur le pas de porte de l'impérialisme" -- ont changé le cours de l'histoire mondiale [...]

ETAT OUVRIER DEFORME ET NATIONALISME PETIT-BOURGEOIS

Il y a une différence entre le Cuba de Castro et la Grenade de Bishop, une différence de classe. Les Cubains ont quelque chose à défendre: une révolution sociale qui envoya la bourgeoisie cubaine à Miami, à la nage. Même si cette révolution était dès le début bureaucratiquement déformée -- le pouvoir politique étant uniquement dans les mains du tout puissant Castro --, les travailleurs cubains l'ont résolument défendue, les armes à la main, depuis l'invasion de la baie des Cochons par la CIA en 1961 jusqu'à aujourd'hui. Pour toute "révolution", la Grenade n'a connu qu'une série de révolutions de palais dans lesquelles le coeur de l'appareil d'Etat était préservé. 60% de l'économie demeurait dans le secteur privé. Et, comme le notait le journaliste de gauche Fred Halliday (*In These Times*, 27 juillet), les dirigeants du NJM "cherchaient une alliance avec les commerçants locaux, et trois représentants du monde des



LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous !

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etrangers: mand. poste intern.

NOM _____ tel _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

POUR EVITER TOUTE INTERRUPTION, N'ATTENDEZ PAS LA DERNIERE MINUTE POUR VOUS REABONNER !

CHANGEMENT D'ADRESSE
Nom
Adresse
tel

Postiers, ne reculez pas! Pour une grève générale des PTT!

Tract de la LTF distribué à l'occasion de la dernière grève des tris postaux.

* * * *

Pendant deux ans, muselés par leurs directions syndicales qui soutiennent Mitterrand, les postiers ont dû ronger leur frein face aux attaques incessantes du gouvernement. Mais le plan de "rationalisation" de Daucet a fait déborder le vase. Les "idiots" sont encore en lutte et doivent se servir des leçons amères de la grève de 74; les militants, qui ont alors durement acquis de l'expérience, doivent maintenant se mettre en avant pour coordonner et étendre la grève. Rompez avec le demi-cadavre puant du front populaire de Mitterrand -- Pour une grève générale des postes et télécommunications! Non au plan Daucet! Réduction massive du temps de travail! 30 h en nuit, 33 h en jour maxi! Embauche massive! Titularisation des auxiliaires! Augmentation massive des salaires! Echelle mobile des salaires!

La suppression du travail de nuit dans les centres fait passer la majeure partie du courrier en vitesse normale (2,00F) en petite vitesse (1,60F). Outre l'absurdité sans nom que cela représente de faire mettre 4 jours à une lettre pour traverser la France (de Marseille à Paris 200 km par jour!), cette mesure, avec la suppression des heures de repos compensateur, augmente non seulement la durée du travail et permet à l'administration d'économiser sur les indemnités de nuit perçues par les agents de tri, mais encore ruine les possibilités pour les postiers déplacés de rejoindre le lieu où ils ont laissé parents et amis. Peut-être seul le métier d'instituteur provoque plus de suicides que les PTT: des jeunes provinciaux qui doivent travailler dans des centres de tri automatisés perdus en banlieue et se loger dans des foyers casernes, à plusieurs dans des chambres exigües, privés, à 18 ans, de vie sociale et sexuelle.

Où sont les "privileges" dont fait état une campagne perfide et mensongère de la bourgeoisie contre les grévistes? Il n'est pas admissible de considérer comme normal d'échanger une stabilité -- toute relative

-- de l'emploi contre ces conditions inhumaines de travail et des salaires de misère. Deux voyages SNCF gratuits par mois pour les postiers, un voyage par an minimum payé pour les agents des DOM/TOM! Non aux foyers couverts, une personne, une chambre; droit de visite sans restriction!

Pour les femmes, les conditions de travail sont encore aggravées par le fait de la discipline moyenâgeuse qui leur est imposée, notamment aux Chèques postaux: des centaines de femmes dans des ateliers sous la surveillance hargneuse et tatillonnerie de petits chefs brutaux. Dernièrement, les femmes des Chèques ont débrayé massivement à 40 et 75 % dans les centres parisiens, ce qui est énorme compte tenu de l'intimidation qu'elles subissent et des préjugés qui leur ont été inculqués, y compris par les appareils syndicaux. Accès pour les femmes sans discrimination à tous les emplois PTT, y compris le travail de nuit! Des crèches 24 heures sur 24 dans tous les services! Samedis libres sans récupération! Double compensation pour les services en activité le week-end!

Après la campagne raciste déclenchée par le gouvernement contre les ouvriers maghrébins et africains de l'automobile, le plan Daucet a été mis en place dans les PTT.

Aujourd'hui, le gouvernement et les réactionnaires prennent les travailleurs immigrés comme boucs émissaires de la crise. Les postiers -- les "parias" de la fonction publique -- ont trop souvent vu des tentatives de jouer titulaires contre auxiliaires pour ne pas comprendre le but de la manoeuvre! Et les travailleurs antillais, soi-disant "citoyens" français, seront aussi les victimes de la vague de la réaction raciste. La lutte contre toutes les discriminations et la ségrégation raciales et nationales devient une question centrale pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Une grève dans les PTT devait aussi mettre en avant des mots d'ordre s'opposant à l'exclusion des étrangers de la fonction publique et expliquer par leur condition pourquoi franchement ils ne se sentent pas des "nantis" budgétivores que dépeignent les apôtres de l'austérité. Ouverture

de la fonction publique à toutes les nationalités! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Flics hors des quartiers immigrés! Indépendance des DOM/TOM!

La ligne des directions syndicales a été de préserver leur collaboration avec le gouvernement de front populaire. Les fédés ont fait le mort en laissant pour plus d'un mois le mouvement sans consigne et sans même un tract national, démontrant leur volonté de sabotage conscient du mouvement. Les pseudo-révolutionnaires de la LCR ont cherché tout au long de cette grève à canaliser l'indignation des grévistes contre les directions syndicales vers une pression pour l'"unité" des bureaucraties traîtres. Lutte Ouvrière a parlé de comités de grève, mais comme des ersatz de syndicats dépourvus de programme et ignorant la question du soutien des bureaucraties à Mitterrand.

Il faut balayer les bureaucrates et établir des comités de grève élus et révocables par les assemblées de grévistes qui pourraient être l'instrument pour étendre et gagner la grève. Etendue aux téléx et télécommunications, la grève des postes aurait les moyens stratégiques en neutralisant toutes les communications dans le pays de faire plier le gouvernement. Imaginez un seul instant un comité de grève dirigeant l'action à partir d'une salle des télécoms occupés!

Evidemment, les réformistes en chœur avec la bourgeoisie vont hurler au sabotage du "service public" pour intimider les grévistes et casser leur mouvement. Ils vont brandir la menace des réactions des usagers, mais imaginez seulement le soutien à la grève qui peut être gagné dans la majorité de la population si les grévistes occupant les centres refusaient tout simplement de facturer les communications téléphoniques pendant la durée de la grève!

Une telle grève doit être défendue par des piquets de grève massifs et volants pour empêcher le fonctionnement des centres de tri parallèles et le travail des jaunes. Contre les fascistes qui ont cherché une provocation sanglante à Marseille, la réponse n'était pas de retirer les piquets

de grève pour "éviter les provocations", comme l'a fait la CGT, mais de mettre sur pied des groupes d'autodéfense ouvrière appuyés sur les grandes usines et concentrations ouvrières comme les dockers. Si le gouvernement ose utiliser l'armée pour briser la grève, la riposte doit être immédiate -- grève générale de toute l'industrie jusqu'à ce que les soldats soient retirés.

Les vociférations de Chirac contre le droit de grève doivent être prises au sérieux. La droite complotte son retour au pouvoir avec l'intention de "régler" la crise économique en brisant les syndicats, déclenchant ainsi toutes les forces extra-légales et bonapartistes qui seront sous leurs ordres, des fascistes aux CRS. La rage plus que justifiée des ouvriers contre les bureaucrates syndicaux ne doit pas aveugler et faire manquer la nécessité de défendre farouchement -- notamment contre les réquisitions -- les organisations ouvrières et le droit de grève dans le secteur public.

Les industries nationalisées -- SNCF, Renault, EDF -- ont toutes donné lieu récemment aux luttes importantes qui ont secoué l'Etat patron. Transformez le secteur nationalisé en bastion du contrôle ouvrier, comme après les grèves de 1936 où les patrons ne pouvaient même pas entrer dans leurs usines pour payer les ouvriers sans un laissez-passer exceptionnel du comité ouvrier sur place.

La menace d'une guerre nucléaire plane sur nous tous. Il se peut que son champ de bataille soit l'Europe, mais une chose est certaine: sa cible sera l'Union soviétique qui, en dépit de sa dégénérescence bureaucratique, reste toujours le dépositaire des acquis de la première révolution prolétarienne, la Révolution bolchévique de 1917. Défense de l'URSS! Finissez-en pour toujours avec les promesses creuses du front populaire, les menaces sinistres de la droite et la campagne de guerre des impérialistes: en expropriant les capitalistes et établissant une économie socialiste planifiée! Pour un Mai 68 qui va jusqu'au bout!

20 octobre

Les patriotes...

Suite de la page 3

populaire pour toute action ouvrière a été posée à brûle-pourpoint.

"PRODUISONS FRANCAIS": PIEGE MORTEL

Comme diversion à la lutte contre les briseurs de grève patronaux et gouvernementaux, la CGT avait appelé le 24 octobre à un rassemblement devant l'usine de Saint-Etienne pour une "concertation" avec les patrons afin de trouver "la solution la plus française possible" et exiger les investissements en France. Voilà qui démontre avec éclat la véritable fonction de "Produisons français".

La vision d'une France (qu'elle soit capitaliste ou socialiste) auto-suffisante au niveau industriel relève de la pure fantaisie. La Chapelle en est la preuve. Cette entreprise, que la CGT veut protéger contre les méchants Hollandais, est à l'origine suisse. De 1960 à 1980, elle était anglo-américaine. Ses usines utilisent du bois soviétique, canadien et scandinave pour ses machines américaines, italiennes et allemandes. Sans le marché mondial La Chapelle-Darblay n'existerait pas.

La classe ouvrière est en train d'être saignée à blanc pour maintenir la compétitivité du capitalisme

français. La surenchère nationaliste de "Produisons français" cherche à masquer cela et à habilement confondre deux choses complètement contradictoires: la défense des emplois et la défense des entreprises françaises contre leurs concurrents. On critique les capitalistes parce que X ou Y produit n'est plus fabriqué en France (s'il fut jamais produit en France). Ces exigences, utopiques dans la plupart des cas, sont réactionnaires parce qu'elles sabotent une véritable lutte contre l'anarchie capitaliste parce qu'elles mettent dans la tête des travailleurs l'idée que leur ennemi c'est l'"étranger", y compris leurs frères de classe, et non pas leur propre bourgeoisie. Et les ouvriers français achètent très cher leurs magnétoscopes.

Avec la production du papier à La Chapelle "sans le patron", la CGT a donné des accents "autogestionnaires" à sa tentative de convaincre la bourgeoisie de la rentabilité de l'entreprise. Les énormes sommes nécessaires pour moderniser les usines (résultat de l'absence d'investissement pendant dix ans) ont empêché les réformistes de prôner la solution d'une coopérative ouvrière (comme à Manufrance). Ainsi, les ouvriers devraient racheter les boîtes en faillite avec leurs indemnités chômage et s'auto-exploiter sans merci pour rattraper des décennies de délabrement et de gaspillage laissés derrière eux par les patrons.

Que ce soient les SCOP ou la prise en charge par l'Etat bourgeois, la PCF et la CGT avancent les "nouveaux critères de gestion" comme façon de faire payer la crise aux travailleurs. Ce n'est pas les méthodes de gestion qui aboliront les conséquences néfastes d'un système de production pour le profit! La question est très simple: la classe ouvrière doit-elle prendre la responsabilité pour le capitalisme français pourris-sant?

La LCR de Rouen, sortant d'une période assez longue de semi-torpeur sur la ville, s'est activée autour de la lutte à La Chapelle-Darblay. Ces centristes ultra-droitières, toujours en train de prôner une alliance avec l'aile "démocratique" de la police (la FASP), présentaient les nationalisations par l'Etat bourgeois, avec la feuille de vigne du "contrôle par des travailleurs", comme la solution miracle aux licenciements. Accrochée aux basques de Mitterrand, la LCR colporte un programme de nationalisations tous azimuts qui revient à la "socialisation des pertes". Quand elle parle de "contrôle par les travailleurs", il s'agit d'autre chose que de la stratégie présentée par le programme de transition, c'est-à-dire le double pouvoir dans les usines qui prépare le renversement du capitalisme. Elle ne présente qu'une forme plus "gauche" de la stratégie de

pression sur Mitterrand offerte par les réformistes.

La LCR approuve l'absurdité de faire "grève" en faisant tourner l'usine: "La capacité des travailleurs des Pap'Chap n'est plus à démontrer. Mais leur obstination à sortir du papier dans une situation tendue est un témoin évident de leur mobilisation maintenue, déterminée" (Rouge n°1085, 28 octobre - 3 novembre). Egalement significative était la réaction après le coup de main patronal, le 17 octobre. Pendant que la LTF manifestait contre les flics de Mitterrand, le communiqué de la LCR parlait vaguement d'une riposte dans un avenir indéterminé.

Le tract de la LTF de Rouen conclut: "Ce n'est pas le rafistolage ou la gestion soi-disant 'rationnelle' des réformistes qui changera l'irrationalité du capitalisme pourrissant avec ses crises et ses guerres. C'est tout le système de la propriété privée qu'il faut renverser en expropriant les capitalistes. C'est un véritable gouvernement ouvrier encaqué à bâtir une société rationnelle planifiée en fonction des besoins et non des profits qu'il faut pour cela; et non ce gouvernement d'austérité, de chauvinisme et de guerre froide, composé ou soutenu par les dirigeants du PC, du PS et des syndicats qui trahissent la classe ouvrière et cassent ses luttes pour protéger le système capitaliste."

Les racistes...

Suite de la page 16

sur les atrocités racistes, mais, après le meurtre d'Habib Grimzi, Charles Hernu, le ministre de la défense, s'est précipité à la tribune de l'Assemblée nationale pour défendre ses légionnaires: "N'accusez pas la Légion étrangère de racisme!"

Fait n°2: Les CRS ne font pas partie des forces de police "régulières", mais sont cantonnés dans des casernes et relèvent en dernier ressort du ministre de l'intérieur de Mitterrand, le crapuleux Gaston Defferre. Ils sont une "force d'exception", dans les faits une sorte d'"armée privée" que ce gouvernement de plus en plus bonapartiste peut utiliser pour certains "sales boulots" de répression, en dehors des procédures régulières de la protection "de routine" de la propriété et de l'ordre capitalistes.

Quand les CRS ont perpétré leurs dernières exactions violentes en date, au fast-food "Ami burger", lieu de rencontre des jeunes de SOS-Avenir-Minguettes, ils n'avaient aucune justification "légitime" pour leur raid, ni pour la rafale de mitrailleuse tirée contre les clients (sans armes) du restaurant. Leur but était purement et simplement de brutaliser des militants de plus en plus organisés, avec une conscience politique de plus en plus élevée, espérant probablement provoquer ainsi un affrontement qui leur permettrait de justifier par "l'autodéfense" le meurtre de jeunes. Flics hors des quartiers immigrés!

Les CRS ont appris leur boulot dans la répression sanglante du FLN à Paris et en Algérie pendant la guerre d'Algérie, et en réprimant les ouvriers et les étudiants en Mai 68, dans une situation pré-révolutionnaire; comme les autres "forces d'exception" telles que la brigade du métro de la police parisienne et les brigades de nuit (qui servent exclusivement à terroriser la population immigrée), la CRS doit être liquidée!

Fait n°3: la chasse aux "clandestins" décidée par Mitterrand le 31 août est aussi une "mesure d'exception" complètement en dehors de la "loi". Elle donne le feu vert à la police pour littéralement kidnapper quiconque est "susceptible de par son aspect, son comportement, sa tenue vestimentaire, voire sa diction, de ressortir d'une nationalité étrangère" (Le Monde, 4 novembre), c'est-à-dire sur une base strictement raciale. Avec l'assu-

rance officielle qu'ils n'auront pas à répondre de leurs actions criminelles, les policiers se sont mis avec zèle aux rafles et aux expulsions sommaires de milliers de travailleurs étrangers, et les sinistres "interrogatoires" se multiplient au fond des commissariats.

De plus, ces "mesures d'exception" vont renforcer les appétits extralégaux des forces de répression de l'Etat, ce qui constitue une grave menace pour les grèves et les piquets de grève des ouvriers ainsi que pour toutes les organisations ouvrières. Et les racistes ont bien compris le message: ils pensent qu'ils peuvent assassiner impunément.

Ces nouvelles mesures d'exception montrent combien est creuse et réformiste la revendication maximum de la LCR pour une "carte unique de dix ans pour tous les immigrés renouvelable automatiquement". La carte d'identité pour les immigrés a été introduite comme une "mesure d'exception" en 1938, par un gouvernement de front populaire qui se retournait lui aussi brutalement contre sa propre base. A l'époque, les révolutionnaires trotskystes se battirent contre la carte d'identité pour les immigrés, en défense des travailleurs immigrés (voir encadré) et parce que cette carte préfigurait un passeport intérieur pour tout le monde. Ils avaient raison, car aujourd'hui la "carte d'identité", le passeport intérieur style Afrique du Sud, est acceptée comme quelque chose de "normal".

Le gouvernement a été effrayé par les grèves combattives qui ont été menées depuis deux ans dans l'automobile, principalement par des ouvriers maghrébins; Mitterrand et ses ministres ont traité ces ouvriers, qui se battaient contre la discrimination dans le travail et pour les droits syndicaux, comme des sous-hommes, des robots téléguidés par des ayatollahs réactionnaires et fanatiques. Une carte de séjour, de trois ans ou de dix ans, n'est pas une vraie protection contre l'Etat capitaliste qui est prêt à enfreindre ses propres lois pour protéger les profits et éliminer ceux qui pourraient diriger la lutte contre la terreur raciste.

Nous disons que quiconque a réussi à entrer en France a le droit d'y rester. Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs étrangers! Non aux expulsions!

Les organisateurs de la "Marche pour l'égalité et contre le racisme" des Minguettes ont systématiquement exclu de leurs rassemblements toute banderole ou tout mot d'ordre politique. "Cette marche n'est ni à gauche,

Déjà en 1938...

Nous reproduisons ici des extraits d'une brochure du Parti ouvrier internationaliste (POI) publiée en 1938. Le POI était la section de la Quatrième Internationale de Trotsky en France.

Une loi barbare contre les immigrés en France

LE DECRET-LOI DE DALADIER-SARRAUT-MANDEL DU 2 MAI 1938

[...] Des bandes chauvines et fascistes ont pour mot d'ordre "La France aux Français". Elles veulent chasser tous les étrangers de France. Mais ce n'est qu'un mot d'ordre de parade et de terreur. En réalité, la bourgeoisie ne peut pas se passer de main-d'oeuvre étrangère. Pas plus aujourd'hui où demain qu'hier. Au contraire, les années présentes sont celles où s'accuse dans la génération des hommes de 20 à 25 ans la baisse du chiffre des naissances pendant la dernière guerre.

Ce que veut la bourgeoisie avec son statut des étrangers, c'est continuer à faire de cette masse sociale un véritable sous-prolétariat, surexploitable, taillable et corvéable à merci, privé de toute défense, divisé lui-même en groupes nationaux distincts et séparé par tous les moyens possibles de l'ensemble des travailleurs français. Sous couleur de viser quelques milliers d'émigrés politiques, ou même sous le prétexte hypocrite de mettre hors d'état de nuire quelques bandits internationaux de droit commun, la bourgeoisie française veut en fait interdire à la masse des travailleurs immigrés toute participation aux luttes générales du prolétariat en France.

Les exploiters n'ont pas oublié que le premier exemple d'une occupation d'entreprise en France fut donnée en 1934 par les mineurs polonais, à Leforest [commune houillère du bassin de Lens]: ceux-ci refusèrent d'évacuer la mine. L'exemple des mineurs de Leforest eut une grande répercussion dans le pays. En juin 36, dans les milliers d'usines, de chantiers, de bureaux, occupés par les ouvriers, les différences nationales avaient reculé devant l'unité de combat du prolétariat tout entier. Il n'y avait pas de rivalités nationales: il n'y avait que des frères de misère, qui parlaient la même langue, celle de la lutte de classe. Les

contrats collectifs, imposés au patronat, permettaient une égalisation des salaires. [...]

COMMENT CELA FUT-IL POSSIBLE?

Devant les sanctions brutales que contient le décret du 2 mai, on se demande d'abord: comment cela fut-il possible? Ces mesures sont dictées par la plus féroce réaction, celle des Wendel et des La Rocque, et exécutées par un gouvernement pour lequel votent des socialistes et les communistes. C'est que les uns et les autres fraternisent dans la défense du capitalisme et dans la préparation de la guerre.

Ni la monarchie, ni l'Empire, ni la IIIème République, jusqu'en 1914, n'avaient rêvé une aussi cruelle dictature. C'est en 1849, après l'effondrement de la "République entourée d'institutions sociales", dont parle Marx, que fut promulguée la première loi sur la police des étrangers qui prévoit une sanction contre les infractions à un arrêté d'expulsion: 1 à 6 mois de prison.

Il fallut Laval et Paganon, près de quatre-vingt-dix ans plus tard, en 1935, pour porter à deux ans les peines prévues. Et, en 1938, il revenait à la Chambre du Front Populaire l'honneur scélérat d'édicter, par décret, une loi qui élève les sanctions pénales jusqu'à 3 ans de prison! Cette progression suffit par elle-même à mesurer le despotisme croissant de la bourgeoisie. [...]

Le sous-prolétariat des travailleurs immigrés est l'une des plus puissantes colonnes de la Révolution française, à l'égal des masses coloniales. Nous voulons pour lui la liberté de l'existence, donc de la lutte. La liberté réelle se fonde d'abord sur l'égalité économique des situations. Il faut briser les barrières nationales, unir tout le peuple travailleur, émanciper la classe ouvrière. [...]

Parti Ouvrier Internationaliste, mai 1938.



Dessin paru dans Muhammed Speaks, un journal noir américain des années 60. Martin Luther King: "Si du sang doit couler dans les rues, que ce soit notre sang!" A cette époque les Noirs militants méprisaient le pacifisme de King.

ni à droite, ni au milieu. On est parti parce qu'on en avait marre de voir des gosses se faire plomber la tête" (Liberation, 25 novembre). Mais camarades, c'est tout simplement faux. Ceux qui dirigent cette marche espèrent, tout à fait consciemment et publiquement, prendre modèle pour leur mouvement sur des personnalités politiques comme Martin Luther King, le prédicateur pacifiste américain qui tenta de canaliser l'énorme colère et l'énorme combativité des Noirs américains vers la voie "légitime et pacifique" du parti Démocrate.

Les meilleurs des militants noirs américains, comme Malcolm X, rejetaient le pacifisme obséquieux de King; et les acquis du mouvement des droits civiques furent le résultat d'une détermination héroïque de ne pas flancher devant la lutte. Mais c'est dans les Etats-Unis d'aujourd'hui qu'on peut juger définitivement la voie "légitime et pacifique": tous

les acquis du mouvement des droits civiques -- de l'intégration scolaire jusqu'au travail -- ont été purement et simplement éliminés avec la crise économique et la guerre froide anti-soviétique.

Les seuls acquis que nous pouvons obtenir et conserver sont ceux que nous arrachons par la lutte des mains des dirigeants de ce pays. Pour cela, il faut une direction, un parti ouvrier révolutionnaire, qui comptera nécessairement dans sa direction une forte proportion de cadres maghrébins et qui se fera le champion des intérêts de toutes les catégories opprimées de la population. C'est ce parti que la Ligue trotskyste a entrepris de construire, en rassemblant les cadres qui, un jour, dirigeront la classe ouvrière française, multiraciale, pour exproprier la propriété capitaliste et créer une société socialiste, la seule véritable garantie qu'il sera mis fin à l'oppression raciale et à la terreur fasciste.



Disponible en langue arabe:

A BAS LA TERREUR RACISTE ! PLEINS DROITS DE CITOYENNETÉ POUR LES IMMIGRÉS !

(2 F - port inclus)

Commande : Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

Liban...

Suite de la page 1

tique. Dans son discours du 16 novembre, à la veille de l'attaque, Mitterrand a retrouvé des accents gaulliens pour expliquer que "la pièce maîtresse de la stratégie de dissuasion, c'est moi, car tout dépend de ma détermination [...]". La preuve de cette "détermination" passait par Baalbek -- la démonstration que Mitterrand n'aura aucune hésitation pour appuyer sur le bouton de la force de frappe antisoviétique.

Seul un idiot sans espoir pourrait croire que la bourgeoisie permettrait jamais un débat parlementaire sur le déclenchement de l'holocauste nucléaire. Mais Mitterrand a aussi démontré son appétit à s'ériger en "homme fort" sur toutes les questions internationales, balayant d'un revers de main même les godillots du PS: "Ce n'est pas mon affaire de savoir comment agit tel ou tel parti". C'est l'union sacrée derrière les paras qu'il recherche: "Plus grand sera le consentement, mieux cela vaudra".

Et ce consentement est assez large; encore une fois, comme au Tchad, les fascistes ont approuvé avec éclat le raid. Sur le coup, la quasi-totalité de l'opposition bourgeoise était obligée d'en faire autant. Le Pen était aussi l'inévitable présent à la macabre cérémonie des Invalides, où Mitterrand s'est fait plébisciter sur une pile de cercueils. Mitterrand parle volontiers d'une "crise des euromissiles". Toute crise internationale tombe comme un cadeau du ciel pour venir au secours de sa popularité qui va en s'effritant!

Dans son crépuscule, chaque front populaire se retourne contre sa base ouvrière et ressemble de plus en plus à ses adversaires réactionnaires. Le raid sur Baalbek, dit le général Delauney à propos de Mitterrand, "a renforcé sa crédibilité comme chef des armées". Il fallait rassurer le corps des officiers. On a vu Bigeard, aujourd'hui simple parlementaire, reçu comme un véritable chef d'Etat par les forces françaises au Liban. Mais ce sont ses "gars" d'Indochine et d'Algérie! Après avoir ameuté les flics contre le gouvernement, la réaction donnait un autre avertissement au gouvernement au travers de Bigeard, porte-parole des militaires qui souhaitaient des représailles "à l'israélienne".

En fin de compte, Mitterrand n'a pas encore été englouti dans le bourbier libanais. Reagan, lui, a dû détourner rapidement l'attention de l'attentat de Beyrouth qui avait anéanti le QG des Marines au Liban, tuant plus de 230 soldats américains. C'est le plus grand nombre de soldats américains tués en une seule journée depuis l'offensive du Têt en 1968. Il pensait avoir enfin trouvé un pays à écraser, assez petit pour ses "super-commandos". Mais quelque 7000 soldats et une flotte de guerre de 20 navires ont mis deux semaines pour "nettoyer" la minuscule île de la Grenade...

Pendant que Reagan se couvrait de ridicule, Mitterrand affrontait sans crainte la mort de 58 soldats français. Il s'est même servi habilement du viol américain de la Grenade pour souligner que lui, Mitterrand, n'intervient qu'à l'invitation des gouvernements "légitimes" (comme les gangsters Hissène Habré et Amine Gemayel!) Mais si Mitterrand n'avait pas besoin d'une diversion pour le Liban, la "gauche", elle, en avait énormément besoin. Tout juste capable d'émettre quelques gémissements impuissants sur l'aventure colonialiste de l'impérialisme français au Liban, le PCF et la LCR ont sauté sur la Grenade pour canaliser la rage justifiée contre cette agression et faire oublier les crimes de "leur" bourgeoisie.

LES IMPERIALISTES DANS LE BOURBIER LIBANAIS

Quand Israël a envahi le Liban l'été dernier, répandant une terreur génocidique contre le peuple palestinien, le secrétaire d'Etat américain d'alors, le général Haig, exultait: la *Blitzkrieg* sioniste avait créé "une grande oppor-

tunité stratégique" de "refaire la carte politique de la région". Le Liban allait devenir la tête de pont pour la Pax Americana au Proche-Orient. Les Etats-Unis pensaient s'y incruster, trouver le plus nauséabond et le plus réactionnaire des chefs féodaux qui s'affrontent au Liban et créer un gouvernement fantoche. Les impérialistes français ont emboîté le pas pour ne pas perdre toute influence dans leur ancienne colonie.

Mais le problème pour l'impérialisme américain au Liban, c'est que leurs pantins phalangistes sont des perdants. Et ce n'est pas simplement parce que les maronites ne représentent que 20% de la population. Le clan Gemayel est haï par les autres chefs de clan maronites. Feu Bechir Gemayel, dont personne ne regrette la perte, a sans doute été dynamité par un compatriote maronite! Les phalangistes, des lâches méprisables, ont mis en colère leurs patrons israéliens par leur refus de combattre l'OLP pendant la bataille de Beyrouth l'été dernier. La seule chose que cette pègre pouvait faire pour les Israéliens était de massacrer les réfugiés palestiniens sans défense dans les camps de Chatila et Sabra. Essayer de reconstruire un Etat libanais autour de la Phalange, c'est comme essayer de reconstruire un Etat italien autour des maffiosi.

Washington s'est néanmoins engagé à défendre les maffiosi phalangistes comme partie vitale du "monde libre". Pour maintenir Amine Gemayel au palais présidentiel, les USA se-

inflation astronomique; niveau de vie en baisse; mobilisation militaire en permanence; émigration des Juifs. Le successeur de Sharon au ministère de la guerre, Moïse Arens, a décidé qu'il valait mieux que les Américains et les Français policent ce bourbier. Début septembre, ignorant les protestations des Etats-Unis et du régime Gemayel, l'armée israélienne s'est retirée des alentours de Beyrouth et du Chouf pour consolider une zone tampon au sud du Liban.

Le retrait sioniste a préparé la voie à un renouveau de la guerre civile des forces musulmanes, des milices druzes et des milices chiites d'Amal contre le "gouvernement" phalangiste plus détesté et plus isolé que jamais. En dépit de leurs protecteurs américains, français, italiens et britanniques, les forces phalangistes ont été rossées; Gemayel n'est plus guère que le maire de Beyrouth. Mais, comme dans la guerre civile de 1975-76, les chefs de clan tels que Joumbatt exploitent la juste hostilité des masses travailleuses musulmanes à l'encontre de l'élite maronite dominante et de ses partisans au service d'une politique de carnage communaliste. Les reportages sur les atrocités commises par la milice druze dans les villages chrétiens du Chouf sont sans doute vrais, et cela ne fait que pousser la population maronite dans les bras de la Phalange et de ses protecteurs impérialistes.

Les terroristes sionistes ont laissé les Marines et les paras seuls pour étayer Gemayel, exposés aux attaques



Devant la dégringolade des sondages, Mitterrand a utilisé l'attentat de Beyrouth pour rassembler le "consentement" dans les plis sanglants du drapeau colonial

raient obligés, soit d'étendre massivement leurs forces sur le terrain, soit de conclure un marché pour le "partage du pouvoir" (c'est là plutôt la stratégie de l'impérialisme français) avec le dirigeant druze Walid Joumbatt, ses alliés libanais et ses patrons syriens. Washington s'est engagé rapidement dans la première voie. Depuis longtemps, le Pentagone a abandonné la prétention que les forces américaines tirent seulement pour riposter. En septembre, les navires US avaient bombardé des positions loin dans le territoire contrôlé par les Syriens, en représailles du bombardement par des forces antiphalangistes du ministère de la défense (sic) à Beyrouth. Et les forces américaines donnent un soutien d'artillerie à l'armée libanaise.

Mais, toute la myriade de communautés ethniques et religieuses au Liban ont leurs propres forces armées et elles ne sont pas facilement intimidées. Le "gouvernement" phalangiste et les occupants sionistes étaient confrontés à une guerre de guérilla diffuse à Beyrouth et dans les montagnes voisines du Chouf. En moyenne, quatre soldats israéliens étaient tués chaque semaine. Cela semble peu, mais étant donné la taille de la population d'Israël, c'est l'équivalent des pertes américaines au Vietnam. Et avec l'intense chauvinisme des sionistes -- leur croyance qu'un Juif vaut une centaine d'Arabes --, les pertes au Liban étaient devenues insupportables.

L'occupation du Liban avait énormément exacerbé les contradictions internes de la société israélienne:

dés dizaines d'armées qui opèrent au Liban; mais, en dépit de cela, ils ont été eux-mêmes victimes d'un camion piégé, tuant 30 soldats et policiers israéliens, ainsi que 30 prisonniers palestiniens qui subissaient des "interrogatoires" (c'est-à-dire la torture). Les Israéliens ne sont pas non plus en sécurité dans leur nouvelle "zone de sécurité".

CE QUE LES "SOLDATS DE LA PAIX" FONT AU LIBAN

Bien que furieux d'être devenus les pions d'Israël au Liban, les Américains sont en train de reforger l'axe Washington-Jérusalem. Ils ont rappelé aux sionistes que c'est l'armée israélienne qui est censée jouer le gendarme au Proche-Orient au compte de l'impérialisme US, et pas l'inverse.

Par contre, le ministre des affaires étrangères Cheysson peste contre "la division du Proche-Orient entre Russo-Syriens et Américano-Israéliens". L'impérialisme français est encore plus réticent à faire tuer ses soldats pour la gloire d'Eretz Israël. En fait, la collaboration franco-américaine pour soutenir Gemayel est en même temps une concurrence inter-impérialiste.

Bien que le clan Gemayel soit plutôt inféodé à la CIA, c'est la France qui a patronné la rentrée internationale d'Amine Gemayel, fraîchement élu à la pointe des baïonnettes israéliennes. Depuis, ça a été une lutte sourde d'influence entre impérialistes américains et français, dans laquelle aucune carte

n'a été négligée: "Au gouvernement, c'est l'entrée en force du lobby américain, encouragé par l'action de l'épiscopat catholique des Etats-Unis qui cherche à supplanter l'influence française chez les maronites, notamment" (*le Monde diplomatique*, octobre).

Les deux concurrents arment, forment et conseillent l'armée maronite. Mais, étant donné ses moyens plus modestes, ce n'est pas là le point fort de l'impérialisme français. Comme nous l'avons souligné dans un tract du 24 août 1982, intitulé "Israël, paras, Marines, Bersaglieri, hors du Liban!": "Cette fois, avec les fourgons français, vont arriver les vieux diplomates, les vieux spécialistes des magouilles byzantines beyrouthiennes, ce qu'ils ont exploité parfaitement pendant des décennies afin de diviser pour mieux régner!" L'impérialisme français offre son savoir-faire pour détacher des éléments de la majorité musulmane libanaise et les gagner au camp maronite. Il reproche à Gemayel et aux Américains d'avoir poussé dans les bras des Syriens Joumbatt et Cie, qui, au début, avaient offert leur soutien à un "Etat national".

Il ne faut pas oublier que les miliciens druzes ne se sont pas contentés de se tenir à l'écart pendant la *Blitzkrieg* sioniste de 1982. Joumbatt avait déclaré que l'OLP était "finie" et conseillait à Arafat de se rendre, et ce, tout au début de l'invasion! Aujourd'hui, le dirigeant féodal druze utilise les combats comme moyen de pression sur les impérialistes pour les forcer à instaurer un gouvernement de "coalition" des chefs de clan, du type de celui qui a existé jusqu'à la guerre civile de 1975-76. La plus importante des organisations chiites, l'Amal de Nabih Berri (celle-là même qui massacrait les militants palestiniens à la veille de l'invasion israélienne), s'est également compromise pendant un certain temps avec le "gouvernement" Gemayel. Il ne faut pas oublier non plus que, si le corps des officiers de l'armée libanaise reconstruite est à prédominance maronite, la troupe, dans sa majorité, est chiite... L'impérialisme français pousse, non pas pour un partage du Liban entre Israéliens et Syriens, mais pour un partage du gâteau gouvernemental plus "équitable" entre chrétiens et musulmans -- à condition, bien sûr, comme tout le monde l'a dit à Genève, de ne pas toucher à l'armée.

Cependant, Mitterrand a dû offrir plus que de bons conseils. Comme nous l'avons dit dans notre tract, avant Chatila et Sabra: "Les Palestiniens qui restent au Liban seront livrés sans défense aux tueurs réactionnaires maronites sous les ordres de l'occupant sioniste." Ce sont les paras français et les Marines qui les ont désarmés et qui ont ainsi préparé les massacres!

Mitterrand, tout comme Reagan, se comporte comme si les paras à Beyrouth étaient des touristes innocents attaqués sans raison par des terroristes. Pendant un an, les soldats français ont participé aux ratissages de Beyrouth-Ouest, aidant les tueurs phalangistes à mettre à sac les locaux de la gauche libanaise et à arrêter les Palestiniens et autres opposants à Gemayel. Combien de ces prisonniers ont simplement "disparu", comme sous la junte sanguinaire salvadorienne? Les soldats français ont recidivé le mois dernier pour "pacifier" Beyrouth, libérant les phalangistes pour qu'ils aillent com-

Organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale

8 F (port inclus)

N° 21

Iran et la révolution permanente
Massacres au Sri-Lanka

Le Bolchevik B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10



battre dans le Chouf. L'année dernière, un soldat italien à Beyrouth avait remarqué que "si les Français continuaient à faire tout ce que les Libanais n'osent pas faire, il y aurait un jour un soldat de la Force d'interposition tué par des terroristes". Il a ajouté: "un Français" (*Libération*, 7 octobre 1982).

MITTERRAND VOLE AU SECOURS D'ARAFAT

Pendant que l'Arabie saoudite achète des trêves à coup de millions de pétro-dollars, Mitterrand multiplie les initiatives diplomatiques pour permettre à Arafat de sortir du piège de Tripoli. Il y a même eu des rumeurs que la France était prête à intervenir à Tripoli. Il n'est pas impensable que Arafat quitte Tripoli à bord d'un bateau ou d'un avion français. Comme Serge July (le plus cynique et le plus anti-communiste des porte-parole de la social-démocratie) a dit: "Que les mêmes militaires qui ont bombardé Baalbek soient les 'sauveurs' de celui qui reste l'un des grands symboles du monde arabe, voilà sans doute ce que Mitterrand souhaiterait" (*Libération*, 21 novembre).

Arafat (et malheureusement pas lui tout seul) est aujourd'hui en train de payer pour avoir retiré de Beyrouth les combattants de l'OLP et invité les "gardiens de la paix" impérialistes. Les combattants de l'OLP ont été dispersés dans des camps de concentration dans tout le monde arabe, pendant que ceux qui sont restés au Liban sont progressivement tombés sous la coupe syrienne. Assad cherche à prendre le contrôle du mouvement palestinien en exploitant l'opposition d'une couche de militants de l'OLP aux trahisons d'Arafat. On assiste aujourd'hui à la destruction de l'OLP; et ses restes deviennent les clients

des divers régimes arabes réactionnaires.

Parmi eux, la Syrie, ou plutôt le régime de la famille Assad et des Alaouites (10% de la population), a joué un rôle particulièrement traître. Quand Israël a envahi le Liban, les Syriens ont signé un cessez-le-feu immédiat, permettant ainsi à Begin de concentrer toute sa machine de guerre contre les Palestiniens. Déjà, au printemps 1976, Assad, avec l'approbation de Washington et Jérusalem, est intervenu dans la guerre civile aux côtés des maronites. Ce qui a changé le rapport de force et préparé le massacre des Palestiniens au camp de Tel el Zaatar.

Ce n'est que parce qu'Arafat a livré les habitants des camps palestiniens au massacre (en échange de la promesse d'un appui impérialiste pour la création d'un bantoustan en Cisjordanie dominé par le royaume jordanien), que le boucher Assad s'est permis de parler au nom des combattants palestiniens. Le crime ne paie pas, et Arafat s'est vendu à Reagan pour rien. Mitterrand n'a pas perdu l'espoir d'une "solution" au Proche-Orient qui laisse quelques miettes à Arafat au moyen d'une nouvelle partition impérialiste de la Palestine. C'est pourquoi il a si fortement contribué à l'échange des prisonniers palestiniens contre les six soldats israéliens. Il faut qu'Arafat présente un résultat quelconque pour avoir léché si longtemps les bottes de ses maîtres impérialistes. (Les sionistes, pour leur part, sont ravis d'alimenter les combats fratricides entre Palestiniens.)

Au fond, les combats actuels au Liban continuent les conflits sectaires et communautaires centenaires entre musulmans et chrétiens, sunnites et chiites, druzes et autres. La victoire de l'"autre camp" (qui que ce soit à un moment donné)



Mitterrand, pour appuyer l'Etat clérical-fasciste de Gemayel, a désarmé les Palestiniens et a préparé le massacre de Chatila et Sabra.

**Rouen-- Meeting LTF
Les trotskystes confrontent
le nationalisme arabe**

Rouen, 16 novembre -- Une vingtaine de personnes, dont une dizaine d'étudiants maghrébins, ont assisté au meeting de la Ligue trotskyste tenu à l'université et intitulé "Troupes françaises hors du Liban!" Le débat témoigna de la désorientation politique de beaucoup de ces jeunes militants face à l'impasse du nationalisme arabe et palestinien, impasse exprimée aujourd'hui de la façon la plus dramatique par les efforts des baasistes syriens pour asservir complètement l'OLP et les efforts d'Arafat pour servir d'auxiliaire à Reagan et Mitterrand. Beaucoup sont à la recherche d'une alternative à la direction actuelle de l'OLP, mais restent encore dans le cadre du nationalisme arabe et du pessimisme vis-à-vis de la classe ouvrière, tant dans les pays arabes qu'en Israël. L'un des intervenants déclara qu'Habache "a tenu des discours plus à gauche lors de ses dernières interventions

au congrès palestinien"; un autre avançait comme perspective: "Faisons le nettoyage à l'intérieur des pays arabes, faisons la révolution ouvrière dans les pays arabes. L'union avec les ouvriers juifs sera pour plus tard."

Aujourd'hui, seuls les trotskystes ont une issue réaliste à offrir, face à l'impasse du nationalisme arabe: l'unité révolutionnaire des masses laborieuses arabes et du prolétariat d'Israël contre les régimes arabes sanguinaires, les terroristes sionistes et leurs protecteurs impérialistes, pour un Etat ouvrier binational arabe/hébreu dans le cadre d'une fédération socialiste du Proche-Orient. Nationalisme arabe ou internationalisme prolétarien, perpétuation des massacres et de l'oppression ou révolution socialiste. Le choix est plus urgent que jamais. Dans les jours qui suivirent, ces débats ont continué avec une bonne partie des participants. Rejoignez la LTF!

contre les phalangistes et leurs patrons impérialistes déboucherait simplement sur de nouveaux conflits et marchandages parmi la constellation de seigneurs féodaux de la guerre, rétablissant plus ou moins la situation d'avant juin 1982.

En Indochine, l'impérialisme français, puis l'impérialisme américain, sont intervenus pour écraser une révolution sociale. Ce n'est pas le cas au Liban. (Ce n'est même pas comparable à la lutte anticolonialiste des Algériens.) Quand l'OLP a combattu l'invasion israélienne, soutenue par les USA, en 1982, nous avons donné aux combattants palestiniens un soutien militaire inconditionnel. Aujourd'hui, aucun côté ne combat l'impérialisme. Au contraire, de l'OLP et Joublatt (qui soutient la présence des troupes françaises) à Gemayel, tous les camps manoeuvrent pour obtenir le patronage d'une puissance impérialiste ou d'une autre.

Aujourd'hui, c'est à peine si les sociaux-patriotes de la "gauche" et de l'"extrême gauche" cherchent ce genre de couverture "anti-impérialiste" bidon. Le PCF, qui jure loyauté à la politique étrangère du social-impérialiste Mitterrand, émet quelques réserves à la présence des troupes françaises au Liban. Mais, en septembre 1982, le PCF avait déclaré que les forces d'"interposition" étaient parties trop tôt! Au fond, ces sociaux-chauvins seraient contents si les paras coiffaient les casques bleus de l'ONU (comme en Corée, camarades?)

La LCR de Krivine, qui a écrit des pages et des pages sur le rôle des troupes françaises impérialistes au Liban après Chatila et Sabra, axe maintenant sa propagande sur le coût de l'intervention. Six milliards, c'est trop semble-t-il. Et si l'on pouvait faire le boulot pour un milliard? La LCR se précipite derrière Mitterrand au secours d'Arafat (qui massacre les communistes de Tripoli avec l'aide de l'ayatollah du coin et qui, pour son propre prestige, met en scène une énorme farce sanglante avant de partir). C'est ainsi que ces sociaux-patriotes pseudo-trotskystes ont été amenés le 19 novembre à Rouen à signer un appel qui demande "au gouvernement français de reconnaître l'OLP dès aujourd'hui et de prendre toute initiative pour venir en aide au peuple palestinien et à sa direction légitime".

A BAS LA CAMPAGNE DE GUERRE ANTISOVIETIQUE

Derrière l'escalade militaire au Liban, il y a la campagne belliciste mondiale contre l'Union soviétique. Si des combats éclatent entre les forces impérialistes et l'armée sy-

rienne, cela impliquera très probablement les conseillers soviétiques de cette dernière. Et les frontières de l'Union soviétique elles-mêmes sont à seulement quelques centaines de kilomètres au nord. Partout dans le monde, les Etats-Unis provoquent l'Union soviétique, cherchant à humilier ses alliés et soi-disant "agents". Si une guerre impérialiste contre la Syrie éclate, impliquant l'URSS, le devoir de défendre inconditionnellement l'URSS contre l'impérialisme sera posé pour les prolétaires révolutionnaires.

Il faudra bien plus qu'une "victoire" à la Grenade pour restaurer le "siècle américain" qui s'est terminé dans les marais du Vietnam, où la machine de guerre la plus puissante de l'histoire a été battue par les héroïques paysans et ouvriers vietnamiens. En violant la Grenade, Reagan a cherché une revanche non seulement pour l'humiliation de Beyrouth, mais aussi pour Cuba, le Nicaragua et surtout le Vietnam. Une guerre révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale menacerait l'impérialisme US d'une nouvelle défaite à la vietnamienne, cette fois dans son arrière-cour.

L'impérialisme français a déjà appris ces leçons en Indochine et en Algérie. Après ces défaites, il était conscient, en dépit des sursauts épisodiques et de ses éternelles manoeuvres pour garder ses anciennes sphères d'influence, qu'il était condamné à vivre dans l'ombre de l'impérialisme US. Mais, en dépit de ses rivalités et de ses divergences tactiques avec Washington qui en découlent, les dirigeants de l'impérialisme français croient que la seule voie de salut réside dans la reconquête du tiers de la planète qui a été libéré de la main-mise capitaliste. La propriété privée et l'Etat-nation, le berceau de la révolution bourgeoise, sont devenus les entraves qui étranglent et déforment les forces productives. La crise du système mondial impérialiste sera abolie par l'expropriation révolutionnaire du capital et l'établissement des formes de propriété prolétariennes. Comme dans la révolution d'Octobre de 1917. Troupes française hors du Liban!

Abonnez-vous!

24 nos:
150F
par avion
40F
par mer

Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris
Cedex 10

WORKERS VANGUARD

Workers in War Crisis Defend the Soviet Union!

**Near East Flashpoint
for WW III**



Mitterrand arme le bras de la réaction

Les racistes appuient sur la gâchette

D'abord, cet été, ce furent les enfants auxquels les "voisins" racistes s'en sont pris; les journaux étaient remplis, semaine écoeurante après semaine écoeurante, d'articles sur l'assassinat de gosses qui avaient eu la malchance de jouer avec des pétards, alors que leur peau était de la mauvaise couleur. Et au lieu d'une protestation massive de la classe ouvrière, exprimant avec force son indignation, la réaction à ces atrocités a été muselée -- muselée par les prêtres et les prédicateurs pacifistes qui veulent qu'on tende l'autre joue (ceux en soutane et ceux avec une rose à la main) et par le parti communiste qui voulait avant tout éviter de mettre dans l'embarras le "camarade" Mitterrand.

Pendant tout l'été, de La Courneuve à Livry-Gargan, dans les manifestations, toujours petites, de parents en deuil des victimes, de jeunes et d'ouvriers maghrébins, ces dirigeants traîtres répétaient sans cesse l'invariable consigne du berger menant ses moutons à l'abattoir: "Silence, pas de provocations." Des Amicales gouvernementales, aidées par le PCF dans les banlieues, furent les acteurs principaux des "manifestations silencieuses". Leur but est de dévoyer la colère des jeunes immigrés en les solidarisant au nom d'un hypothétique "sentiment national", aux manoeuvres mercantiles des Chadli et consorts. Et dans cette démarche ils ont eu l'appui tacite des anciens "gauchistes" de la LCR. Et oui, les anciens adeptes de la "charte d'Alger" n'ont même pas emboîté le pas des quelques "jeunes" immigrés employés à redonner une couverture gauche à l'ancien ramasse-miettes des Accords d'Evian, Ben Bella. Mais, en fait, la passivité et l'impuissance imposées aux futures victimes et à la classe ouvrière n'ont fait qu'enhardir un peu plus les assassins racistes.

Ainsi, la "France profonde", xénophobe et raciste, a frappé à nouveau. Le 15 novembre, dans le train Bordeaux-Vintimille, trois candidats

légionnaires ont battu à mort, avec sadisme et brutalité, un touriste algérien. Tel qu'il a été décrit par un témoin, ce meurtre aurait pu être perpétré dans un camp de concentration nazi: "Après des coups dont je n'entendais pas le son, peut-être était-il K.O. [...] il y en a un qui

Cette racaille des "troupes d'élite", ces assassins racistes faisaient le V de la victoire devant les photographes quand ils furent arrêtés; et ils expliquèrent leur acte dans le langage du génocide de la "solution finale": "J'avais bu, c'était un Arabe et je n'aime pas les Arabes." Dom-

de ce crime odieux, a été mis hors de cause!

Dans toute l'horreur de la pléthore d'atrocités racistes de ces derniers mois, il y a un petit signe d'espoir. Quand un douanier et élu "socialiste" a descendu avec son 357 Magnum "réglementaire" un Algérien pour

Tueurs racistes



Les assassins racistes d'Habib Grimzi



APP

Enfermez-les pour toujours!

a dit: 'Je vais encore lui mettre une peinture dans la tête.' Comme il s'avachissait quelqu'un lui a tenu les épaules et j'entendis le han d'un coup de latte incroyable. J'ai entendu des os qui craquaient. Puis: 'Viens, on les met...', des rots, des insultes. Un mec lui a pissé dessus' (Libération, 22 novembre). Ensuite, ils ont jeté du train le corps ensanglanté et défiguré d'Habib Grimzi.

mage que ces porcs se soient engagés dans la Légion quelques mois trop tard pour pouvoir profiter de l'explosion du "Drakar" à Beyrouth! On devrait les enfermer pour la vie et jeter la clé de leur cellule; mais, malgré les larmes de crocodile du gouvernement, on peut craindre que la "justice" de Mitterrand soit clémentement avec cette vermine; déjà leur "officier recruteur", complice

le crime d'avoir l'air "nerveux", alors qu'il descendait du bateau en provenance de Bejaia, les dockers de Marseille ont organisé une action de protestation sur le port. Bien que petite et pour le moment isolée, cette démonstration de l'opposition des travailleurs à la terreur raciste est plus importante que toutes les marches libérales ou qu'une dizaine de campagnes électorales municipales, parce qu'elle montre la puissance potentielle du mouvement ouvrier.

Il est désespérément nécessaire que le mouvement ouvrier organisé -- dont la composante industrielle est formée largement de travailleurs immigrés combattifs -- s'organise non seulement pour protester contre ces atrocités racistes, mais aussi pour former des brigades de défense ouvriers/immigrés/de quartier contre les attaques racistes et contre les fascistes qui se font de plus en plus menaçants.

Mais pour cela, il faut rompre avec Mitterrand! Aux militants maghrébins des Minguettes dont la "Marche pour l'égalité et contre le racisme" doit arriver à Paris le 3 décembre, et qui espèrent être accueillis par le président de la république après avoir fait un millier de kilomètres à travers la France, nous voulons dire: Ne rampez pas devant Mitterrand! C'est Mitterrand qui a mis en joue les immigrés; faut-il s'étonner si ensuite les racistes appuient sur la gâchette?

Fait n°1: le gouvernement Mitterrand verse des larmes de crocodiles

Suite page 11

Défense de Cuba!

Viol de la Grenade

La gigantesque machine de guerre du pays le plus puissant au monde s'est abattue le 25 octobre sur la minuscule île antillaise de la Grenade -- 344 km² et 110 000 habitants. Depuis des années, Reagan menaçait les soi-disant "bases soviéto-cubaines" de la Grenade et du Nicaragua sandiniste. Avec l'attentat d'octobre contre le quartier général US de Beyrouth qui coûta la vie à 240 Marines, la Grenade devenait la victime toute désignée pour la diversion dont Reagan avait besoin. Pour le président américain, le viol de la Grenade était un moyen de poursuivre, et sur un front bien plus large (principalement au Proche-Orient), son offensive de guerre antisoviétique.

Après 24 heures de réflexion, le gouvernement français est passé de la "surprise" et la "réprobation" à la "condamnation". Mitterrand, qui occupe le Tchad et qui a envoyé ses mercenaires tuer au Liban, n'a pas plus à faire du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" que Reagan. Le chef de l'impérialisme français, qui avait accueilli dans la Deuxième Internationale le New Jewel Movement (NJM) qui gouvernait la Grenade, pense seulement qu'en ce moment la politique américaine du "gros bâton" n'est pas le meilleur moyen de combattre le communisme, et même que, dans ce cas, cela ne peut que servir leur commun ennemi soviétique. Ce qu'exprime parfaite-

ment le pro-mitterrandiste Libération (27 octobre): "Pendant que Reagan se fait les Caraïbes en solitaire, ses lointains alliés Thatcher, Kohl ou Mitterrand, qui ne se ressemblent pas outre mesure, ont pourtant dû avoir le même soupir: 'Mon dieu, protégez-moi de mes amis, de mes ennemis, je m'en charge.' L'indignation à peu près planétaire devant l'intervention américaine ne doit pas cacher que celle-ci, avant d'être une faute, est sans doute bien pire, une erreur [...]. La hiérarchie soviétique [...] a réagi hier en vraie professionnelle: admirez le 'pas en avant' d'Andropov sur les euromissiles, accompagné de la menace d'interrompre les négociations de Genève. Juste de quoi ramasser un peu partout, et notamment en Europe occidentale, les moissons semées par Reagan. Mais comment se protéger de ses amis?"

L'agression US contre la Grenade a provoqué partout dans le monde une colère profonde et légitime. En France, les dirigeants du PCF

Suite page 13